



SOMMAIRE | SUMMARY

ÉDITORIAL EDITORIAL	1
LES PROGRAMMES THE PROGRAMMES	2
Ukraine Ukraine	
Philippines Philippines	
République centrafricaine Central African Republic	
Tadjikistan Tajikistan	
Kirghizistan Kyrgyzstan	
Afghanistan Afghanistan	
L'espace humanitaire Humanitarian Space	
Drones à Usage Humanitaire Drones in Humanitarian Action	
Irak Iraq	
Résidus de traitement d'uranium à Chkalovsk Uranium tailings site Chkalovsk	
RAPPORT DE PERFORMANCE PERFORMANCE REPORT	26
RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE AUDITOR'S REPORT	28
ÉTATS FINANCIERS FINANCIAL STATEMENTS	30
L'ÉQUIPE FSD THE FSD TEAM	37

ILLUSTRATIONS | ART WORK

Les illustrations de ce rapport ont été réalisées par Martin Panchaud. Né à Genève en 1982 Martin Panchaud suit des études de bédéiste en Valais (Suisse), puis de graphiste, à Genève. Son style narratif se caractérise par l'usage de symboles, de formes abstraites et de schémas qu'il met au service d'une histoire ou d'un propos. En 2012, son travail est récompensé par le *Prix de la jeune bande dessinée* et en 2014, il est l'un des lauréats des *Bourses Berthoud, Lissignol-Chevalier et Galland (Genève)*. Il travaille actuellement à son roman graphique et réalise des nouvelles et des documentaires pour des magazines et publications en France, en Suisse et en Allemagne. Martin Panchaud vit et travaille actuellement à Zurich. www.martinpanchaud.ch

TRADUCTIONS | TRANSLATIONS

[jmtranslation services](http://jmtranslation.services), www.jmtrad.com

MISE EN PAGE | LAYOUT

PK20.CH, FSD

IMPRESSION | PRINT

BAN SA, ATAR Roto Presse SA, Genève

NOMBRE D'EXEMPLAIRES | NUMBER OF COPIES

1'700

© FSD, 2016

The illustrations in this report were created by Martin Panchaud. Martin Panchaud was born in Geneva in 1982. He first studied in a comic strip school in the Valais, Switzerland and later in a graphic design school in Geneva. His narrative style combines symbols, abstract shapes and schemes designed to tell a story or to give a message. In 2012 Martin Panchaud was awarded the *Prix de la jeune bande dessinée* and in 2014 he was one of the recipients of the *Bertoud, Lissignol-Chevalier and Galland scholarships (Geneva)*. He now works on his graphic novel and he also writes short stories and documentaries for various magazines and publications in France, Switzerland and Germany. Martin Panchaud lives and works in Zurich. www.martinpanchaud.ch

COORDONNÉES | CONTACT DETAILS

Avenue de la Paix 7bis - floor 2 • CH-1202 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 907 36 05 • Fax +41 (0)22 907 36 01
info@fsd.ch • www.fsd.ch

COMPTE POSTAL | POSTAL ACCOUNT

17-503036-5

ÉDITORIAL | EDITORIAL

Les méthodes et moyens de la guerre et la vie de l'homme en sociétés organisées ont peu changé au cours des deux derniers siècles. L'avènement d'un monde moderne avec de nouvelles technologies et avancées socio-économiques a relégué les champs de bataille linéaires et la tactique militaire aux livres d'histoire. Ils ont été remplacés par les menaces asymétriques, des conflits très complexes avec des humanitaires, politiciens, civils et combattants intervenant dans un même espace et, en parallèle, de nouvelles technologies très perfectionnées.

Ce qui reste, quelle que soit la technologie employée, c'est la souffrance humaine, les victimes, la douleur et des organisations humanitaires qui font de leur mieux pour atténuer les conséquences de crises et catastrophes, qu'elles soient naturelles ou dues à l'homme.

L'action humanitaire a continué de se moderniser au cours des dernières décennies, quoiqu'à un rythme inférieur à celui de la guerre moderne. Les acteurs humanitaires disposent de nouvelles technologies qui leur permettent d'améliorer toute une gamme de fonctions et de disciplines: recueil d'informations, analyse des données, coordination, formation, communication, développement de capacités et collecte de fonds.

Avec l'utilisation croissante de nouvelles technologies par les humanitaires, les risques, les limites et les lacunes de la technologie sont devenus plus apparents et se sont amplifiés. C'est un aspect central que traite le célèbre sociologue Ulrich Beck dans sa "Société du risque". Il faut trouver un équilibre entre les avantages des nouvelles technologies et les objectifs et principes de l'action humanitaire. Tandis que l'emploi de nouvelles technologies part de la volonté d'améliorer la qualité et la portée des activités humanitaires, les acteurs doivent, dans leurs différents domaines, être conscients que cela peut avoir des retombées négatives qu'il faut comprendre et prévenir.

Le service d'aide humanitaire et de protection civile de la Commission européenne (ECHO) a donné mandat au FSD d'effectuer une analyse approfondie sur l'utilisation potentielle de drones civils dans l'action humanitaire dans un projet de recherche qui s'étend sur 18 mois. Vous trouverez plus de détails sur notre site web spécialisé qui a été conçu pour ce projet et des initiatives similaires.

Au moment de terminer ce rapport annuel, nous avons appris la terrible nouvelle de la mort de notre collègue, Mark Belford, tué dans un accident le 17 mai en Irak. Mark était un démineur expérimenté qui travaillait à l'élimination d'engins explosifs improvisés (EEI) dans des villages qui avaient été occupés par Daech. En partant ils avaient laissé derrière des engins explosifs mortels. Mark jouissait de l'estime de ses pairs et de ses collègues, non seulement au sein de la FSD, mais en général dans toute la communauté de déminage et des équipes de démineurs. Nous sommes profondément désolés de ce qui s'est produit en Irak et transmettons à la famille et aux amis de Mark toutes nos condoléances attristées.

La mort tragique de Mark montre bien que l'assistance humanitaire, même gérée selon les normes professionnelles les plus élevées et avec des technologies de pointe, comporte toujours des risques résiduels qui ne peuvent être totalement éliminés.

Je remercie tous nos collaborateurs pour leur engagement courageux et sans relâche pour les opérations humanitaires de l'année écoulée.

For more than 5,500 years, mankind's existence in organised human societies and the means and methods by which men have destroyed each other in war, has changed only little. In the last 300 years however, this has changed so drastically as to be quite literally beyond imagination. Old military tactics and weapons are being replaced by highly sophisticated new technologies.

What still remains however, irrespective of technology, is human suffering, loss and pain and humanitarian organisations trying to alleviate the resulting fallout from man-made, as well as natural, disasters and crises.

Humanitarian action also continues to be modernised; in the past decades, although at a slower pace than that of modern warfare. The introduction of new technologies in humanitarian action indeed presents opportunities to improve an array of functions and services, such as information gathering, analysis, coordination, training, communication, needs assessments and fundraising.

As new applications of technology become more prevalent among humanitarians, the risks, limitations and failures of technology also become more apparent and amplified. The advantages of using new technologies also need to be carefully balanced with the objectives of principled humanitarian action. Whilst the introduction of new technologies stems from a commitment to improve the quality and extent of humanitarian activities, actors in their respective fields need to be aware of, understand, and prevent any potential negative impacts.

The EU Humanitarian Aid and Civil Protection department (ECHO) has mandated FSD to thoroughly analyse the potential use of civilian drones in humanitarian action through an 18 months research project. More details concerning this interesting challenge can be found on our dedicated Website which has been designed specifically for this project and similar initiatives.

While closing the editing of this year's annual report, the devastating news that one of our colleagues, Mark Belford, has been sadly killed in an accident on 17th May in Iraq. Mark was a senior, experienced de-miner clearing improvised explosive devices (IEDs) in villages that were previously occupied by ISIS and left behind contaminated with deadly explosive devices. Mark was respected by his peers and his contemporaries alike, not only in FSD, but globally within the EOD and mine action community. We all are profoundly remorseful for what happened in Iraq and convey to Mark's family and friends our sincerest condolences.

Mark's tragic accident reminds us that even if humanitarian assistance is conducted at the highest professional standards and supported by the most modern technological means, there is always a residual risk that cannot be totally eliminated.

I thank all our staff for their relentless and courageous engagement in our humanitarian operations this last year.

Dr. Jürg STREULI

a. Ambassadeur, ret. Ambassador

Président de la FSD, President of the FSD

UKRAINE | UKRAINE

Après la récente crise en Ukraine, la FSD a effectué en septembre 2014 une mission d'évaluation du déminage humanitaire (HMA) afin d'estimer les besoins du pays. Cette première mission a été suivie d'une installation de la FSD en Ukraine en juin 2015, accompagnée du lancement d'une formation pour le personnel des régions de Donetsk et Louhansk, dans l'est du pays, et de l'ouverture d'une petite antenne administrative à Kiev.

Fin 2015, un décret présidentiel a marqué la création d'une autorité nationale de déminage et a autorisé le ministère de la Défense à développer la législation afin d'ouvrir un centre de coordination du déminage (MACC) pour répondre aux besoins urgents des communautés dans les zones touchées par le conflit. Avant cela, l'armée était responsable de la destruction des stocks et des champs de mines, tandis que le service d'urgence de l'État gère la pollution résiduelle. La pollution héritée provenait majoritairement de l'après-Seconde Guerre mondiale. Dans l'est du pays, des rapports réguliers témoignent de l'utilisation de mines antivehicule, notamment à proximité des routes d'accès, sur les lignes de conflit. Il est largement admis qu'il existe une pollution considérable des munitions non explosées à la suite des combats, et ces munitions sont considérées comme étant le risque le plus important pour la population civile.

Les zones touchées par le conflit ayant subi trois hivers dans l'est de l'Ukraine, parallèlement à la situation de blocage, toute activité de neutralisation d'explosifs y a un accès limité. Par ailleurs, les susceptibilités et les tensions politiques entre les zones contrôlées par le gouvernement et les autres restent fortes. On estime à plus de 1,33 million le nombre de personnes déplacées en Ukraine. Toutefois, les chiffres sont difficiles à vérifier et des chiffres contradictoires sont souvent publiés par les gouvernements russe et ukrainien. Une grande majorité de ces personnes déplacées ont déménagé dans les villes et villages voisins, de part et d'autre de la ligne de conflit, et, comme la population locale, sont confrontées à la menace d'une exposition quotidienne aux dangers des munitions non explosées.

Début 2015, la FSD a obtenu des fonds du ministère canadien des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement par le biais de l'initiative du groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction afin d'élaborer un programme d'éducation aux risques liés aux mines (ERM), de liaison entre les communautés et d'enquêtes non techniques. Cela s'est traduit par la formation de cinq équipes d'ERM et de deux équipes d'enquête et de liaison communautaire. Outre ce financement, la FSD a également obtenu une petite subvention de l'UNICEF afin de former et de déployer deux équipes d'ERM supplémentaires dans les zones contrôlées par le gouvernement de Louhansk et de Donetsk. Parallèlement à ces deux opérations, la FSD a également apporté son soutien à l'organisation Save the Children pour le mentorat et la gestion de deux de leurs équipes d'ERM dans la même région.

Au 31 décembre 2015, la FSD enregistrait 32 442 bénéficiaires formés lors de 452 sessions directes dans 83 communautés. Plus de 2'000 brochures d'ERM, quatre émissions de radio, 19 articles en ligne et 350 affiches ont été utilisés ou diffusés. Les équipes d'enquête et de liaison communautaire sont désormais formées et leurs actions débuteront début 2016.

La FSD a collaboré étroitement avec une ONG partenaire locale, Green Cross Ukraine, qui a travaillé à la mise en place administrative et

Following the most recent crisis in the Ukraine, the FSD conducted a Humanitarian Mine Action (HMA) assessment mission in September 2014 to evaluate the needs in country. This resulted in the FSD moving to the Ukraine in June 2015 and the start of staff training in the Donetsk and Luhansk regions in Eastern Ukraine, along with a small administrative office in Kiev.

In late 2015, a Presidential Decree established a National Mine Action Authority and authorised the Ministry of Defence to develop legislation to create a Mine Action Coordination Centre (MACC) to respond to the urgent needs of communities within conflict-affected areas. Prior to this, the military was responsible for stockpile destruction and legacy minefields, while the State Emergency Service handled residual contamination. Legacy contamination largely arose from the post Second World War period. In the East, there are regular reports of the employment of anti-vehicle mines, particularly in the vicinity of access routes through the conflict lines. It is widely recognised that there is considerable unexploded ordnance (UXO) contamination as a result of the fighting and UXO is considered to be the most prevalent risk to the civilian population.

Conflict-affected areas having weathered three winters in Eastern Ukraine, along with the stalemate situation, have limited access for any explosive hazard clearance activities with political sensitivities and tensions between the government and non-government controlled areas remaining high. It is estimated that there are over 1.33 million displaced people in the Ukraine. However figures are difficult to verify, with often conflicting numbers published by both Russian and Ukrainian governments. A large majority of these displaced people have moved to nearby towns and villages on either side of the conflict line and, just like the resident population, face the threat of daily exposure to unexploded ordnance and hazards.

In early 2015, the FSD secured funding from the Canadian Department of Foreign Affairs, Trade and Development through the Stabilisation and Reconstruction Task Force initiative, to deliver a programme of mine risk education (MRE), community liaison and non-technical surveys. This resulted in the training of five MRE teams and two community liaison and survey teams. In addition to this funding, the FSD also secured a small grant from UNICEF to train and deploy an additional two MRE teams within the Luhansk and Donetsk government-controlled areas. In conjunction with these two operations, the FSD also assisted Save the Children (SCI) in mentoring and managing two of their MRE teams in the same region.

The FSD reached 32,442 beneficiaries with 452 direct delivery sessions in 83 communities by 31 Dec 2015. Over 2000 MRE leaflets, four radio broadcasts, 19 online articles and 350 posters were used or distributed. Community Liaison and Survey Teams were trained and will commence operations in early 2016.

The FSD also worked closely with a local partner NGO, Green Cross Ukraine, who helped facilitate the administrative and legal set up of the FSD in country and introduced FSD staff to key interlocutors in the East. This vital and complementary partnership will continue into 2016 with proposed projects to work in the delivery of risk education within Summer Schools and the publication of news and awareness messages within a country-wide teacher and student magazine.

In 2016, the FSD plans to continue its risk education and community liaison/survey programme and to consolidate work in gaining a working

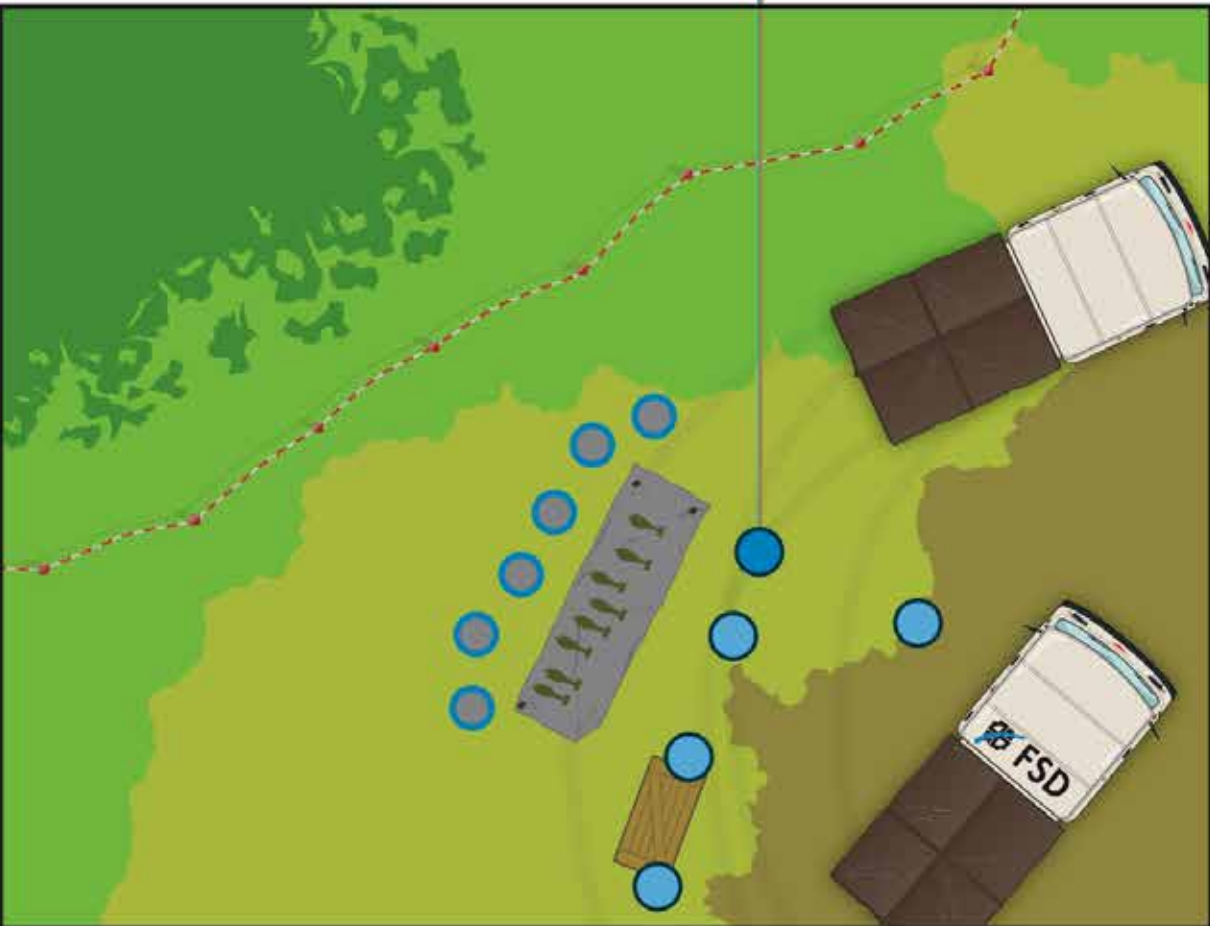
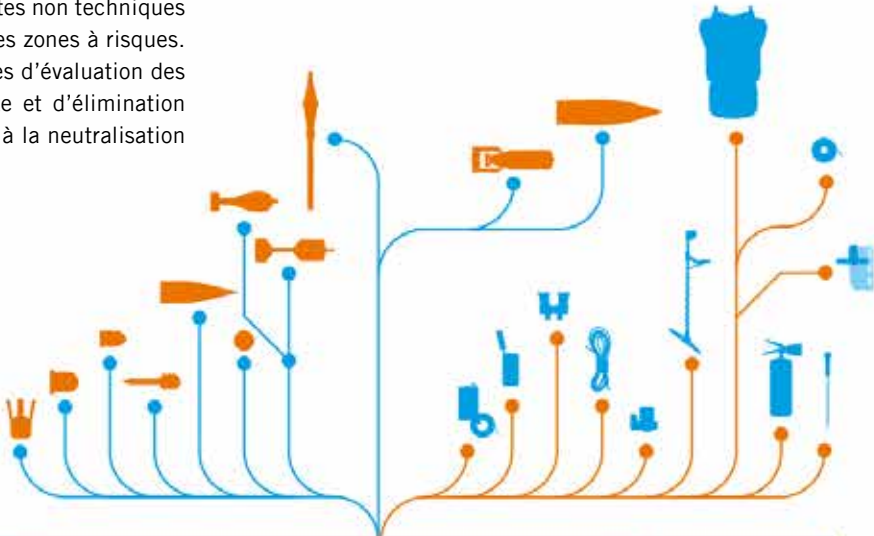
juridique de la FSD dans le pays et a présenté le personnel de la FSD à des interlocuteurs clés de l'Est. Ce partenariat vital et complémentaire se poursuivra en 2016 avec des projets liés à la diffusion de l'éducation aux risques dans les écoles d'été et à la publication de communiqués et de messages de sensibilisation dans un magazine pour professeurs et étudiants à l'échelle du pays.

En 2016, la FSD prévoit de poursuivre son programme d'éducation aux risques et de liaison communautaire/enquête et de renforcer ses efforts afin de mettre en place un protocole d'entente opérationnel avec les autorités nationales pour mener des enquêtes non techniques et évaluer la véritable ampleur de la pollution et des zones à risques. Cela sera ensuite suivi par le déploiement d'équipes d'évaluation des risques explosifs, d'équipes de réponse immédiate et d'élimination des munitions non explosées et d'équipes dédiées à la neutralisation des mines et des munitions non explosées.

memorandum of understanding with the national authorities to conduct full non-technical surveys to gauge the true extent of contamination and hazardous areas. This will then develop into the deployment of explosive hazard marking teams, immediate response and unexploded ordnance disposal teams and full explosive ordnance and mine clearance teams.

FSD mine safety training session

- Instructor
- Training assistants
- Trainee



PHILIPPINES | PHILIPPINES

Pendant toute l'année 2015, la FSD a poursuivi la mise en œuvre d'actions de déminage aux Philippines dans le cadre du programme de l'Union Européenne intitulé Soutien à l'Accord global sur le Bangsamoro. Le programme actuel soutient le processus de paix à Mindanao. Il comprend l'enquête non technique sur les munitions non-explosées (UXO), l'éducation aux risques liés aux mines (ERM), la coordination de la neutralisation des munitions non-explosées et de l'élimination des explosifs et le renforcement des capacités en matière de gestion des stocks d'explosifs pour les personnes et les organisations impliquées dans les processus de paix et de désarmement.

La FSD a complété 450 enquêtes de communautés locales et villages de la région de Mindanao. 134 communautés ont identifié des dangers liés à des munitions non-explosées et 101 blessures par mines et munitions non-explosées ont été signalées et ont fait l'objet d'une enquête. La majorité de ces accidents est due à des munitions non-explosées, et notamment des grenades de 40 mm. Ces communautés ont été retenues en priorité pour l'ERM. En 2015, la FSD et son réseau de volontaires locaux ont dispensé 394 formations d'ERM à 50 525 bénéficiaires. Ils ont également participé à la coordination des équipes de neutralisation des explosifs de la police et de l'armée, des autorités locales et du Front de libération islamique Moro (MILF) afin de mener des actions de neutralisation des munitions non-explosées.

Le programme d'ERM du début de l'année a été consacré à la diffusion de conseils de sécurité aux personnes évacuées des zones touchées par le conflit à la suite de l'incident de Mamasapano en janvier. L'éducation aux risques liés aux mines et aux munitions non-explosées a permis de garantir la sécurité des populations de retour d'exil dans leurs villages.

Après la normalisation de la situation en matière de sécurité en milieu d'année et la formation des enseignants à l'ERM, cette dernière a été principalement diffusée à destination des écoles. En prévision de l'intégration de l'éducation aux risques liés aux mines au programme scolaire de Mindanao, deux formations pilotes ont été lancées pour les professeurs de la province de Cotabato et de la ville de Zamboanga.

Au cours de l'année 2015, 5 formations de formateurs à l'ERM ont été dispensées. Elles ont été suivies par 81 formateurs volontaires, élargissant le champ des formateurs d'ERM et développant une capacité d'ERM locale et auto-suffisante au sein des organisations locales. Afin d'intégrer l'ERM à la gestion des catastrophes, la formation a été dispensée au personnel des bureaux de réduction et de gestion des risques de catastrophe (DRRMO) des villes de Cotabato et de Zamboanga. Une formation similaire avait été dispensée en 2014 au personnel régional des DRRMO.

20 membres des forces armées islamiques du Bangsamoro (Bangsamoro Islamic Armed Forces - BIAF) et de la Bangsamoro Islamic Women's Auxiliary Brigade (BIWAB) ont été formés en tant que formateurs ERM. L'objectif de cette formation était double: fournir des ressources d'ERM dans les zones sous contrôle du MILF et évaluer l'efficacité du renforcement des capacités du personnel du MILF. En cela, la formation a été un véritable succès. Le MILF a permis à des étudiants jeunes, actifs et désireux d'apprendre de participer à la formation. Cela est de bon augure pour la future formation à la neutralisation des explosifs et à la gestion des munitions en sécurité prévue à destination du MILF.

Throughout 2015, the FSD continued to implement Mine Action in the Philippines under the European Union's "Support to the Comprehensive Agreement on the Bangsamoro" programme. The current programme supports the Mindanao Peace Process and includes the unexploded ordnance (UXO) non-technical survey; mines and UXO risk education (MRE); coordination of unexploded ordnance clearance and explosive ordnance disposal and ordnance stockpile management capacity building for people and organisations involved in the peace and decommissioning processes.

The FSD has completed 450 surveys of communities and villages across the Mindanao region. 134 communities identified UXO hazards and 101 mines and unexploded ordnance casualties were reported and investigated. The majority of these accidents were caused by UXO - 40mm grenades in particular. These communities were prioritised for MRE. In 2015, the FSD and its network of local volunteers delivered 394 MRE sessions to 50,525 beneficiaries, and also helped to coordinate Police and Army EOD teams, local authorities and the Moro Islamic Liberation Front (MILF) to carry out UXO clearance operations.

A major part of the MRE programme in the early part of the year was the delivery of safety advice to evacuees from areas affected by conflict following the Mamasapano incident in January. UXO risk education helped to ensure returnees' safety once they returned to their villages.

Following normalisation of the security situation by mid-year, and the training of teachers as MRE Providers, MRE was delivered mostly to schools. In preparation for the inclusion of UXO Risk Education in the schools' curricula in Mindanao, two pilot courses were run for teachers in North Cotabato and Zamboanga City.

During 2015, 5 MRE Trainer courses were completed for 81 volunteer MRE providers, widening the available field of MRE Providers and building a local, self-sufficient MRE capacity in local organisations. To integrate MRE into disaster management, training was provided for staff of the Disaster Risk Reduction and Management Offices (DRRMOs) in the cities of Cotabato and Zamboanga. This followed similar training, conducted in 2014, for Regional DRRMO staff.

20 members of the Bangsamoro Islamic Armed Forces (BIAF) and Bangsamoro Islamic Women's Auxiliary Brigade (BIWAB) were trained as MRE Providers. The aims of this training were twofold: to provide MRE capacity in areas under MILF control and to gauge the effectiveness of capacity building of MILF personnel. In this, the training was very successful. The MILF allocated students to the training who were young, active and keen to learn. This bodes well for future training in EOD and Ammunition Safety Management planned for the MILF.

FSD instructors also trained Joint Peace and Security Team (JPST) personnel in UXO Risk awareness reporting procedures. The JPSTs, teams drawn from government and MILF personnel, will be responsible for peace and order during the decommissioning phase of the Mindanao peace agreement. Further training is planned for JPSTs in 2016.

The programme includes assistance in the coordination of UXO clearance. Pending further progress on the Peace Process, the creation of a regional mine action centre has not yet been realised. The de-facto mine action centre remains the Joint Task Force (JTF) on Mine Action, comprising the FSD, its local partner, the Philippine Campaign

Les instructeurs de la FSD ont également formé le personnel de la Joint Peace and Security Team (JPST) aux procédures de reporting de sensibilisation aux risques liés aux munitions non-explosées. Composées de membres du personnel du gouvernement et du MILF, les JPST seront responsables du maintien de la paix et de l'ordre lors de la phase de désarmement de l'accord de paix de Mindanao. Une formation supplémentaire est prévue pour les JPST en 2016.

Le programme comprend une assistance à la coordination de la neutralisation des munitions non-explosées. Dans l'attente de l'évolution du processus de paix, la création d'un centre régional d'action antimines n'a pas encore été réalisée. Le centre d'action antimines de facto reste la Force opérationnelle conjointe (JTF) antimines, qui est composée de la FSD, de son partenaire local, le PCBL (organisation philippine pour l'éradication des mines), du Comité commun pour la coordination sur la cessation des hostilités (JCCCH) et du Groupe international d'observation (IMT). Depuis la fin de l'année 2015, 25 missions de neutralisation des munitions non-explosés ont été coordonnées par la FSD et/ou la JTF. Une telle coordination constitue une partie essentielle du processus de paix puisqu'elle permet de réunir le gouvernement philippin et le MILF pour la planification et la coopération.

La FSD cherche désormais à poursuivre son programme dans le cadre de la structure actuelle de la subvention pour 2016-2017 et au-delà et de l'étendre afin d'inclure le renforcement des capacités, pour la sensibilisation aux armes légères et de petit calibre (ALPC) et la destruction, et à la gestion des stocks, en soutien au processus de désarmement à Mindanao.

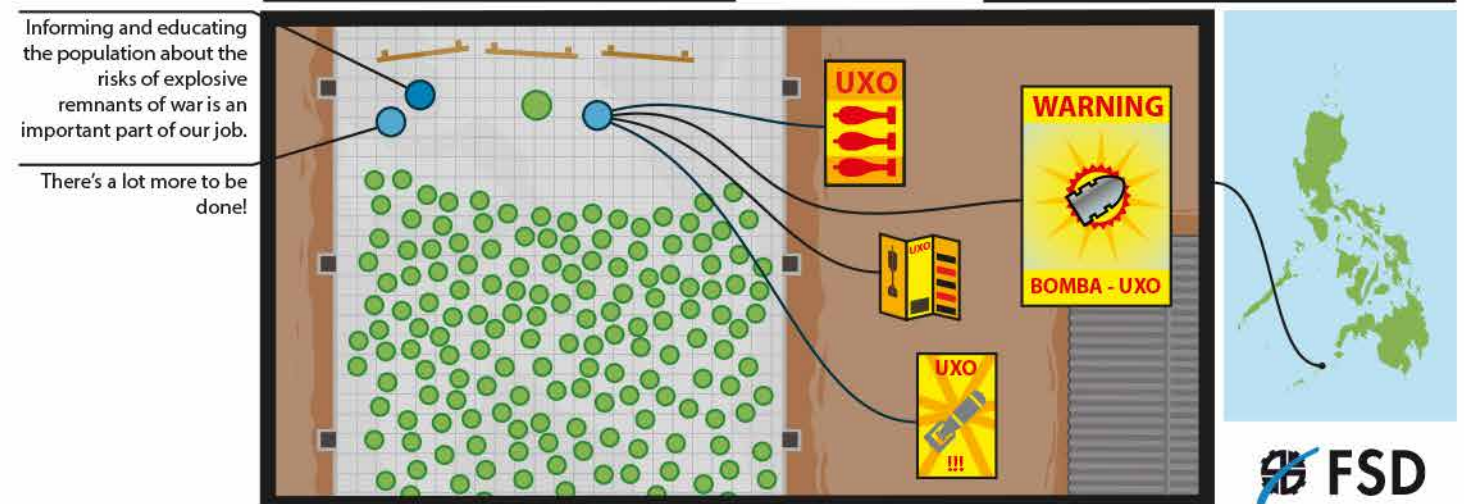
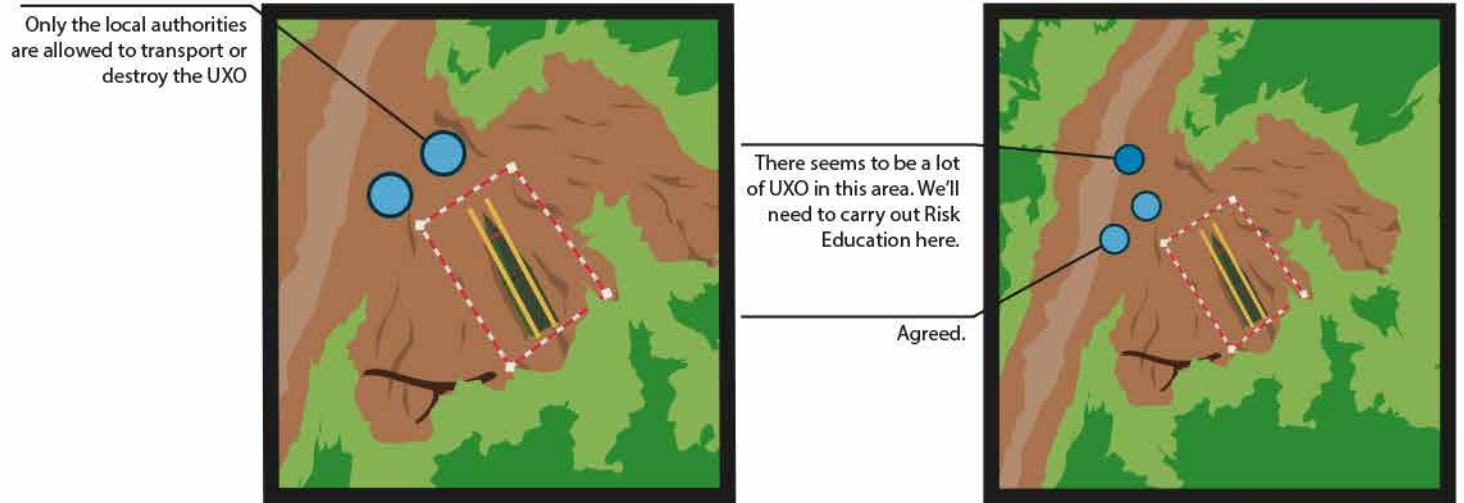
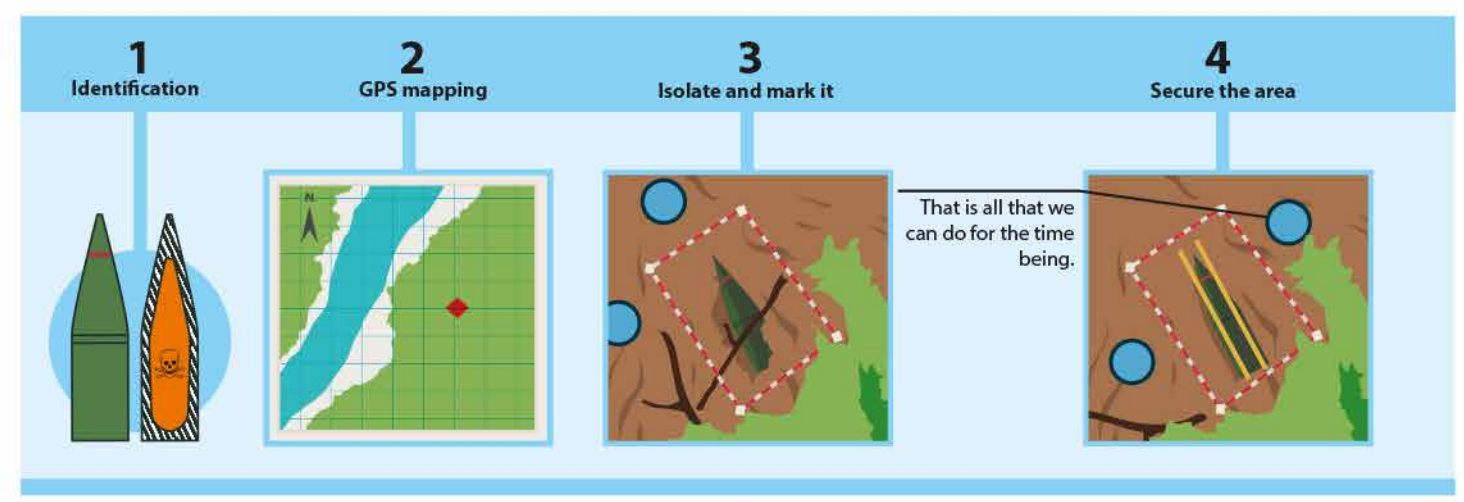
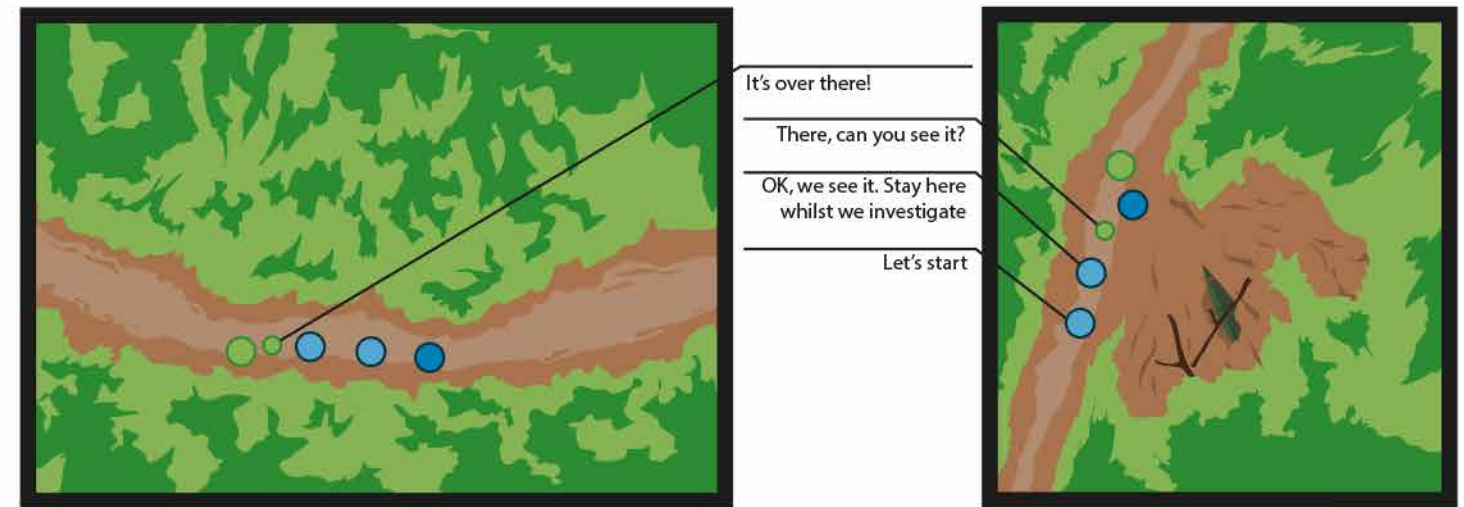
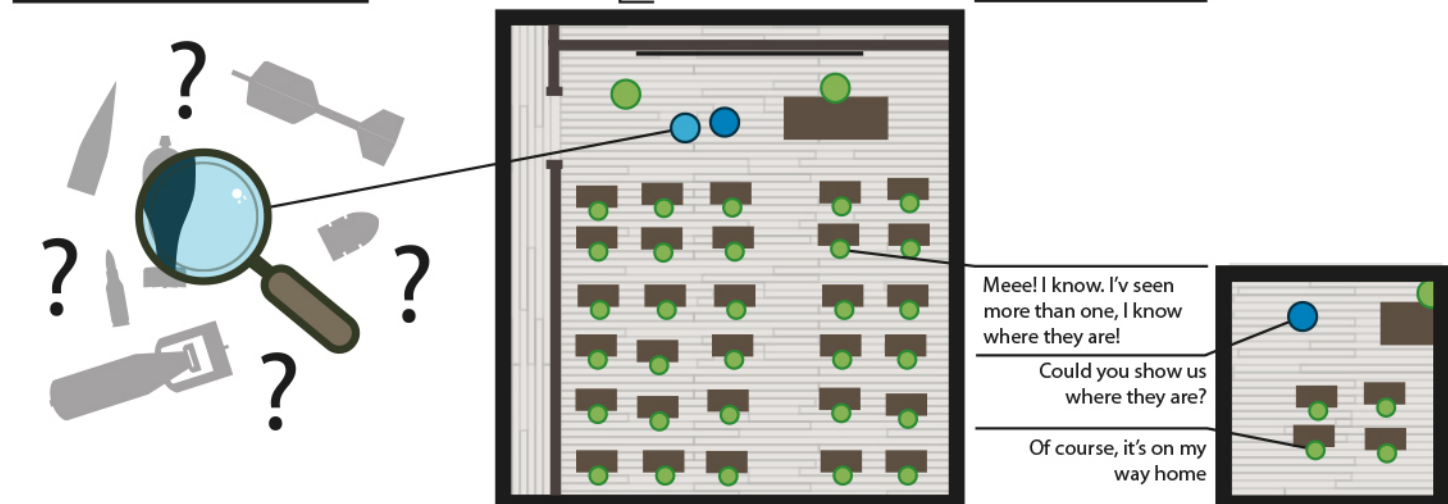
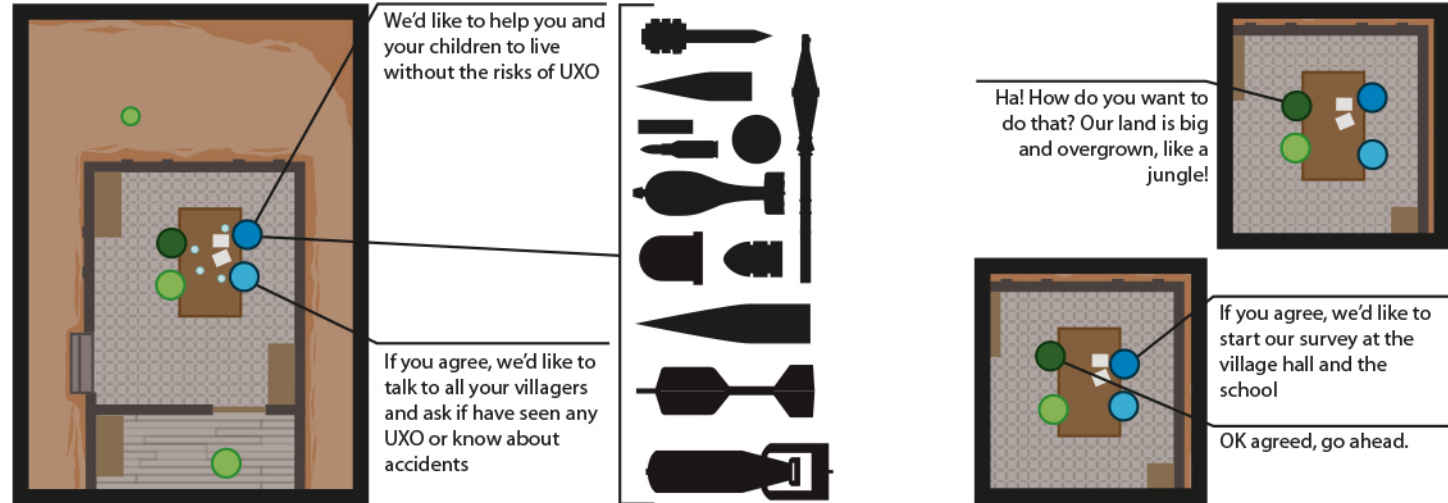
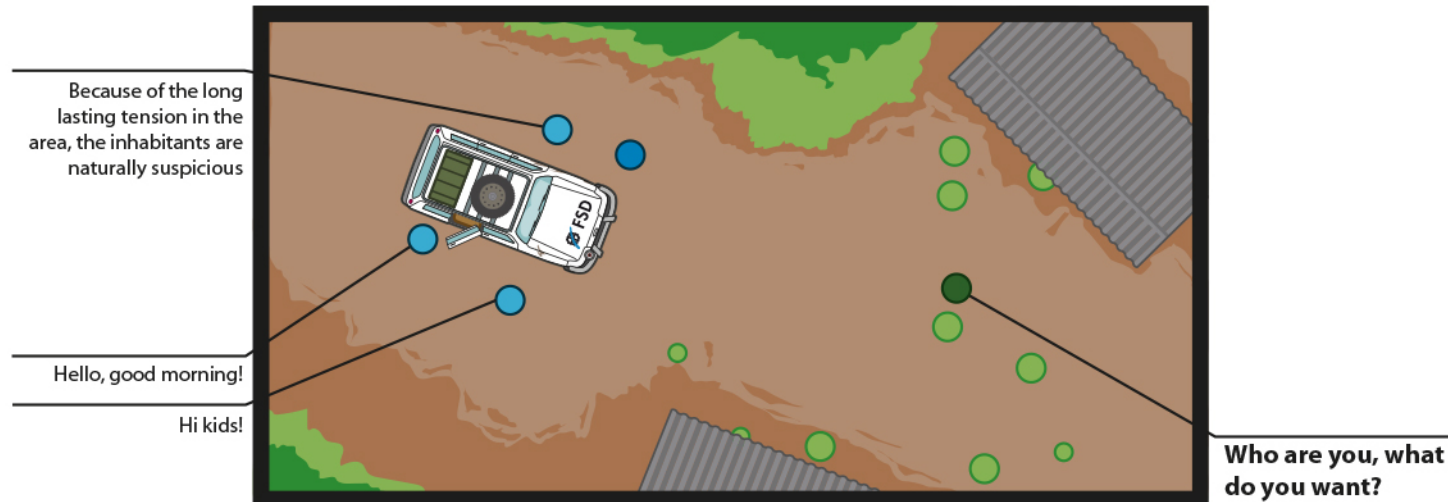
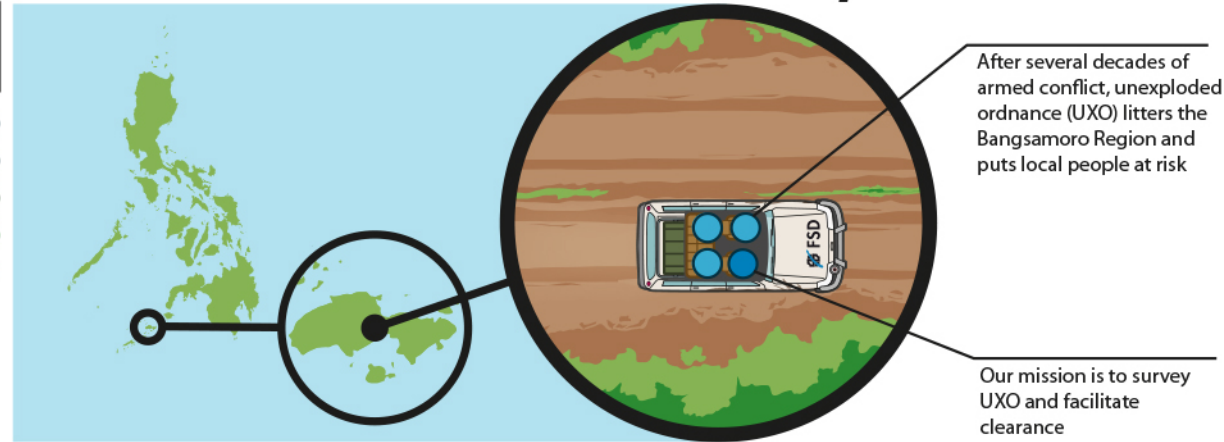
to Ban Landmines (PCBL), the Joint Coordination Committee on the Cessation of Hostilities (JCCCH) and the International Monitoring Team (IMT). As of the end of 2015, 25 UXO clearance tasks have been coordinated by FSD and/or the JTF. Such coordination is a critical part of the peace process as it brings the Philippine Government and the MILF together in the planning and cooperation from both. The FSD now looks to continue its programme under the current grant through 2016-17 and beyond, expanding to include capacity building, in explosives and small arms and light weapons (SALW) awareness, destruction and stockpile management, in support of the decommissioning process in Mindanao.

Personnel expatrié International Staff:	3
Personnel national National Staff:	45
Dépenses Expenditure:	CHF 319,682
PRINCIPAL DONATEUR: Union Européenne (à travers FSD France)	
MAIN DONOR: European Union (through FSD France)	

Mines and UXO Risk Education and Survey



- FSD Teamleader
- FSD Expert
- Head of village
- Villager
- Child



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE CENTRAL AFRICAN REPUBLIC

Après la guerre civile en 2013-2014, la République centrafricaine continue de faire face à une situation politique complexe et explosive. Sous la présidence de Catherine Samba Panza, le gouvernement intérimaire dirigeait le pays pendant la période transitoire de janvier 2014 aux élections de décembre 2015. Tout au long de ce processus politique, le soutien apporté par la communauté internationale, du point de vue de la sécurité comme du point de vue humanitaire, a été primordial. Selon les données des Nations Unies, la situation humanitaire était encore dramatique fin décembre 2015, avec 452'000 personnes déplacées à l'intérieur du pays et 451'100 réfugiés ayant besoin d'aide humanitaire, tandis que près de 2,3 millions de résidents faisaient face à une grave pénurie alimentaire. Malgré plusieurs tentatives pour trouver une solution politique durable, la situation en matière de sécurité a connu des flambées périodiques de violence dont la plus sérieuse fut la tentative de coup d'état de septembre 2015. La situation dans le reste du pays ne s'est pas non plus améliorée, malgré le déploiement complet de la MINUSCA (Mission multidimensionnelle intégrée de stabilisation des Nations unies en Centrafrique) et de la force d'intervention militaire française SANGARIS qui essaient d'aider les forces locales à garantir des élections sécurisées. Une dérive criminelle généralisée a accompagné la fragmentation des groupes armés en un grand nombre de sous-groupes non coordonnés. Réorienter et intégrer tous ces groupes constituera un défi très relevé pour le nouveau gouvernement légitime, enfin mis en place fin 2015. Tous les indicateurs laissent malheureusement à penser qu'une pacification durable de tous les groupes armés est encore loin de devenir une réalité. Dans ce contexte explosif, la FSD a mis en place plusieurs projets très différents :

- Soutien aux forces armées centrafricaines (FACA) et au ministère de la Défense. Le rétablissement de forces de sécurité, de forces juridiques et de forces de l'ordre structurées, professionnelles et bien organisées est un élément central dans l'effort de stabilisation du pays tout entier. L'objectif de ce projet est par conséquent de contribuer à donner au gouvernement la capacité de mieux contrôler l'ensemble de ses forces de sécurité, en ouvrant la voie à une réforme complète du secteur de la sécurité. Cette réforme portera notamment sur la promotion des valeurs et des normes des forces armées modernes, gouvernées par des mécanismes et des principes démocratiques. Sans des forces de sécurité nationale bien structurées, bien gérées et donc de confiance, il sera impossible de toucher les personnes déplacées et les parties de la population qui ont besoin d'une aide humanitaire, et les réfugiés ne retourneront pas dans leurs foyers sans un minimum de sécurité dans leurs villages. La FSD apporte par conséquent son aide à la partie civile du ministère de la Défense et aux forces armées centrafricaines afin de leur permettre de rétablir une structure professionnelle et de garantir l'efficacité de leurs processus de gestion et de prise de décision à l'aide de différentes initiatives. Dans le domaine des outils de gestion, la FSD a développé une infrastructure d'informatique et une base de données biométriques qui permet aux forces armées centrafricaines de contrôler et de reconstituer son personnel civil et militaire de façon professionnelle. Le projet comprenait la réhabilitation des principales

After the civil war in 2013-2014, the CAR is still facing a complex and volatile political situation. The interim government presided over by Ms. Catherine Samba Panza lead the transitional period from January 2014 up to the elections in December 2015. During this political process, the support provided by the International Community, both from a security and a humanitarian point of view, has been paramount. According to UN sources, at the end of December 2015, the humanitarian situation was still dramatic with 452,000 Internally Displaced People and 451,100 refugees in need of vital support, while almost 2.3 million residents faced severe food shortages. Despite several attempts to find a lasting political solution, the security situation had known periodic outbreaks of violence of which the most serious was the attempted coup d'état in September 2015. The situation in the rest of the country didn't improve either, despite the full deployment of the United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission (MINUSCA) and the heavy involvement of the French military intervention (SANGARIS) trying to assist the national forces in providing secure elections. A generalised criminal drift accompanied the fragmentation of the armed groups into a vast number of uncoordinated sub-groups. Re-aligning and integrating all these groups will be a very difficult challenge for the new legitimate government, which was finally put in place at the end of 2015. All indicators unfortunately give rise to the belief that a lasting pacification of all the armed groups is still far from becoming a reality. In this volatile context, the FSD has been implementing a number of very different projects:

- Support to the Central African Republic Army (FACA) and the Ministry of Defence. Re-establishing structured, professional and well organised security and law and order forces is a central factor in the effort to re-stabilise the entire country. The purpose of this project therefore is to contribute to establishing the capacity of the Government to better control all its security forces, preparing the road to a full security sector reform. This reform will include the promotion of the values and standards of modern armed forces, governed by democratic mechanisms and principles. Without such well-structured, managed and therefore trusted national security forces, it will be impossible to reach the parts of the population which are in need of humanitarian assistance and IDPs, and refugees will not return to their homes unless they can expect a minimum of security for their villages. The FSD is therefore assisting the civilian part of the Ministry of Defence and the FACA to re-establish a professional structure and ensure efficient management and decision-making processes, through a number of different subprojects. In the area of management tools, the FSD developed an IT infrastructure and biometric database, which allows the FACA to vet and reconstitute its civilian and military personnel in a professional manner. The project included the rehabilitation of the main coordination, administrative and logistics premises, including the installation of IT networks in all premises and a large park of PCs, servers and communication equipment. In parallel with the development of the hardware and software, it has been very important to deliver continuous training for the staff of the HR and other departments, to use the new tools

installations de coordination, de services administratifs et de logistique, et notamment l'installation de réseaux informatiques dans tous les locaux ainsi qu'un large parc de PC, serveurs et équipements de communication. Parallèlement au développement du matériel et des logiciels, il s'est révélé indispensable de dispenser une formation continue au personnel des RH et d'autres services pour qu'ils sachent utiliser les nouveaux outils et adapter leurs processus internes aux nouveaux outils et infrastructures. La FSD a également lancé la formation d'un petit groupe de professionnels de l'informatique au sein du ministère dans le but de permettre au personnel gouvernemental de maintenir et de sécuriser les nouveaux outils avec le plus haut degré possible d'autonomie à moyen et long terme. D'autres modules, qui permettront la participation et l'encadrement de l'ensemble du personnel, seront programmés et ajoutés à la structure des RH et de l'encadrement des forces armées et du ministère.

- La FSD a ensuite réhabilité l'infrastructure et les bâtiments du camp militaire central de Kassay. Le camp offre des zones d'hébergement et de travail pour environ 2'000 soldats et officiers. Le projet a été financé par le PNUD et réalisé en coordination avec la MINUSCA. Les travaux de réhabilitation dans d'autres camps et installations du ministère ont démarré et se poursuivront en 2016, avec des financements de l'Union Européenne. En outre, les défis en matière de réhabilitation des infrastructures ont reçu une attention maximale au niveau du renforcement national des capacités, au sein du personnel du ministère, de la même manière que pour le projet de gestion de l'information.
- En collaboration avec son partenaire national, l'IRAD, la FSD a également organisé d'importantes activités d'éducation au danger des mines (ERM) à Bangui et dans la plupart des autres villes du pays, afin d'éviter d'autres accidents avec des grenades, des armes de petit calibre et toute autre munition non explosée. Les équipes de la FSD ont formé 230'000 personnes lors de 6'432 sessions d'ERM. Le Fonds humanitaire commun (CHF) a financé ce projet jusqu'en février 2015 et il est financé depuis mars par l'UNOPS/UNMAS.
- Parmi les nombreuses difficultés affrontées par les réfugiés et les civils déplacés à l'intérieur du pays lors de leurs tentatives pour rentrer dans leurs villages figure le fait que leurs espaces de vie sont, dans de nombreux cas, parsemés de restes humains de combattants décédés. D'une part, cela empêche les habitants de réinstaller leur maison, pour des raisons culturelles ou religieuses, ou les deux. D'autre part, il existe un besoin d'honorer ceux qui ont perdu leur vie dans le conflit, en leur offrant un enterrement décent dans un cimetière officiel. Ces deux éléments sont extrêmement importants dans l'effort global pour apaiser et stabiliser à nouveau la société civile de République centrafricaine. En collaboration avec son partenaire national, l'IRAD, la FSD a par conséquent mis en place un ambitieux projet de collecte et d'inhumation de restes humains dans la zone de PK5 à Bangui ainsi que dans la préfecture de Boali. L'IRAD et la FSD mènent cette action délicate et difficile en étroite coopération avec les autorités officielles régionales et locales, les services médicaux et médicaux-légaux, ainsi que les représentants des églises concernées. Ces deux projets ont été financés par l'Office humanitaire de la Communauté européenne (ECHO), le gouvernement américain via le département des affaires politico-militaires chargé des projets d'élimination d'armes et de réduction des armements (WRA) et le gouvernement suisse.

and adapt their internal processes to the new tools and infrastructure. The FSD also started training a small group of IT professionals in the Ministry with the objective of allowing governmental staff to maintain and secure the new tools with a highest possible degree of autonomy in the medium and long term. Further modules, which will allow attendance and management of all personnel, will be programmed and added to the HR and senior management structure of the armed forces and the Ministry.

- The FSD further rehabilitated the infrastructure and buildings of the central army camp Kassay. The camp offers housing and work areas for about 2000 soldiers and officers. The project was financed by the UNDP and executed in coordination with MINUSCA. Rehabilitation work in further Ministry camps and facilities were started and will continue throughout 2016, with funding from the European Union. In addition, the infrastructure rehabilitation challenges were given maximum focus on national capacity building, among the Ministry personnel, in a similar way to that for the information management project.
- Along with its national partner organisation IRAD, the FSD further conducted extensive Mine Risk Education (MRE) activities in Bangui and most other towns in the country, in order to avoid further accidents with grenades, small arms and any other non-exploded ordnance. In a total of 6432 MRE sessions, FSD teams reached 230,000 training beneficiaries. The Common Humanitarian Fund (CHF) paid for this project until February 2015 and since March it is financed by UNOPS/UNMAS.
- Among the many challenges which internally displaced civilians and refugees face when trying to return to their villages is the fact that their home areas are, in many cases, riddled with the human remains of fallen combatants. On the one hand this prevents the inhabitants from resettling in their homes, for either cultural or religious reasons or both. On the other hand, there is a need to dignify those who lost their lives in conflict, by offering them a decent funeral in an official cemetery. These two factors are extremely important in the overall effort to appease and re-stabilise the Central African Republic's civil society. Along with the national partner organisation IRAD, the FSD has therefore implemented a vast collection and burial project for human remains in the area of PK5 in Bangui as well as in the Boali sub-prefecture. IRAD and the FSD conduct this delicate and difficult activity in close cooperation with the regional and local official authorities, medical and forensic services, as well as the relevant church representatives. The European Common Humanitarian Fund (ECHO), the US government through the department of PM/WRA and the Swiss Government funded the two projects.

Personnel expatrié International Staff:	3
Personnel national National Staff:	19
Dépenses Expenditure:	CHF 1,912,229
PRINCIPAL DONATEUR: Suisse (DDC), CHF, PNUD (à travers MINUSCA), UNOPS, DG ECHO, Département d'Etat des USA	
MAIN DONORS: Switzerland (SDC), CHF, UNDP (through MINUSCA), UNOPS, DG ECHO, US State Department	

TADJIKISTAN | TAJIKISTAN

S'il reste beaucoup à faire pour se conformer entièrement à la Convention d'Ottawa et déclarer le pays exempt de mines d'ici à 2020, des progrès ont été réalisés dans la remise à disposition des terres au cours des dernières années grâce aux enquêtes et aux opérations de neutralisation. Il est peu probable que cet objectif soit atteint, sachant que le pays fait face à une réduction du soutien financier pour le déminage et qu'il n'a pas été capable, comme dans les années précédentes, de maintenir des capacités analogues dans le pays. Cette tendance négative, qui a débuté en 2014, a également touché la FSD qui a été obligée de réduire considérablement ses activités de déminage en raison du retrait du soutien du ministère des Affaires étrangères allemand et de la réduction du soutien accordé par le bureau du département d'État chargé des questions liées à la réduction des armements (WRA) aux États-Unis. La situation de la FSD en matière de financement a continué à se détériorer en 2015 avec des coupes supplémentaires de la part du WRA.

La FSD a confié les actifs du projet liés à la capacité canine de détection des mines en 2015 après de longues négociations avec le Centre national d'action contre les mines du Tadjikistan (TMAC) et le ministère de la Défense (MoD). Toutes les tentatives pour trouver des financeurs au Tadjikistan, en Israël, en Turquie et au Myanmar sont restées vaines. Finalement, la priorité a été donnée au ministère de l'Intérieur (MoI) et à son centre canin, dans lequel le besoin de chiens formés à la recherche d'explosifs se faisait sentir, notamment pour son unité de police spéciale. Les gardes-frontières ainsi que le comité d'urgence et l'unité de recherche et de sauvetage de la défense civile ont reçu les chiens les plus jeunes et ceux qui n'étaient pas encore entièrement formés pour les opérations de sécurité, les patrouilles et la recherche. Le ministère de la Défense a hérité du centre de dressage de chiens détecteurs de mine réhabilité et équipé.

La deuxième initiative visant à renforcer la productivité des équipes de déminage manuel à l'aide de machines de déminage MV4, d'abord soutenue par le gouvernement canadien puis par le gouvernement japonais, a été interrompue en 2014, en raison du manque de financement. En 2015, le financement accordé par le Japon a été modifié de façon à permettre à une équipe de déminage manuel d'effectuer des opérations de déminage dans le district de Tavildara.

En tentant de préparer le terrain pour une éventuelle stratégie de sortie du déminage au Tadjikistan, la FSD, soutenue par la dernière subvention du ministère des Affaires étrangères allemand, et avec le soutien du WRA, a entrepris de développer les capacités de l'«Union of Sappers of Tajikistan» (UST), un organisme national à but non lucratif sélectionné par l'OSCE et les autorités nationales. En 2015, l'UST a obtenu l'autorisation d'effectuer des enquêtes et a reçu une subvention du PNUD pour des enquêtes techniques et non techniques dans le sud du Tadjikistan.

La FSD a continué à effectuer le transport, la destruction et la sécurisation d'armes et de munitions obsolètes et confisquées provenant des stocks des forces de sécurité tadjikes, principalement du ministère de la Défense, du ministère de l'Intérieur et des gardes-frontières et gardes nationaux. Les opérations d'élimination d'armes et de munitions (WAD) au Tadjikistan ont débuté en 2009. Les opérations de WAD, ainsi que celles de l'équipe de la sécurité physique et de la gestion des stocks d'armement (PSSM), ont été étendues

Progress has been made in land release in recent years through survey and clearance, although much still remains to be done to achieve full compliance with the Ottawa treaty for a mine-free country by 2020. This objective is unlikely to be met as the country has been facing diminishing funding support in de-mining and has not been able to maintain similar capabilities in the country as in previous years. This negative trend starting in 2014 also affected the FSD which was forced to reduce substantially its de-mining activities, due to the withdrawal of support from the German Foreign Office and the reduction of support from the Office of Weapons Removal and Abatement (WRA) in the USA. The funding situation of the FSD continued to deteriorate in 2015 with further cuts from WRA.

The FSD handed over the project assets related to the canine mine-detecting capacity in 2015 after long negotiations with the Tajik National Mine Action Centre and the Ministry of Defence (MoD). All attempts to find sponsors in Tajikistan, Israel, Turkey and Myanmar were in vain. Finally, priority was given to the Ministry of Interior (MoI) with its own dog centre and need for trained dogs in search of explosives, particularly for its special police force unit. Border guards as well as the Emergency Committee and Civil Defence Search & Rescue unit received the young and not fully trained ones for security, patrolling and tracking. The MoD inherited the rehabilitated and equipped mine dog centre.

The second initiative to enhance productivity of the manual de-mining teams using MV4 de-mining machines, supported initially by the Canadian and later by the Japanese Government, was discontinued in 2014, also as a result of the funding shortage. In 2015, the grant from Japan was restructured to allow for one manual team to conduct de-mining operations in the Tavildara District.

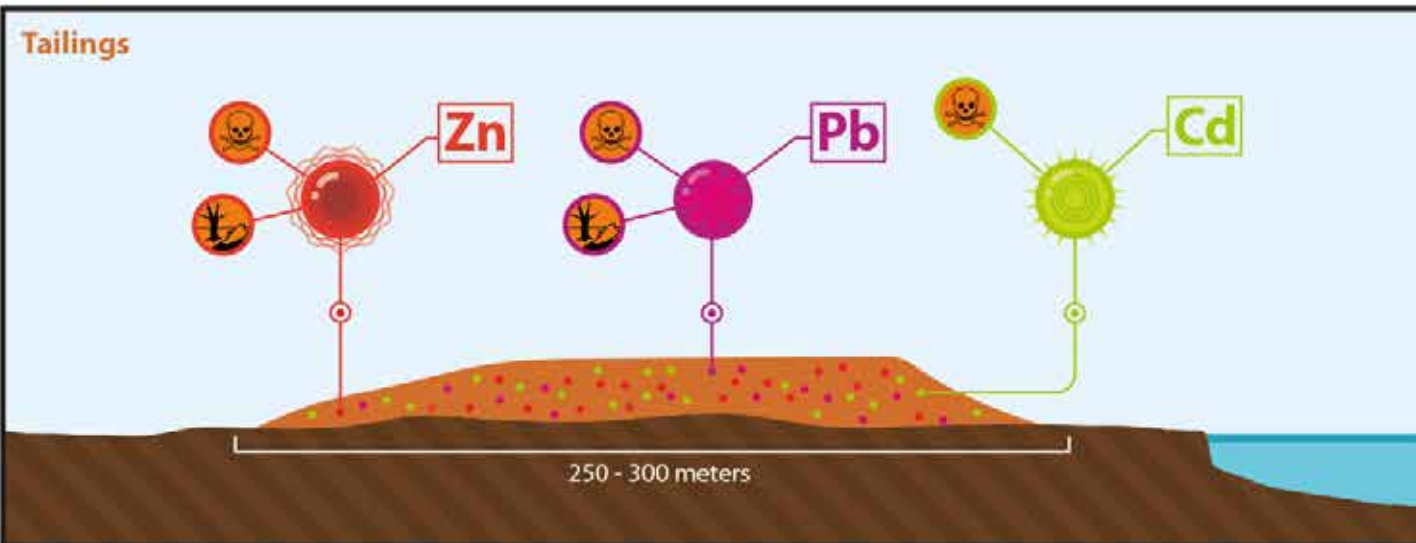
In an attempt to prepare the ground for a possible exit strategy from de-mining in Tajikistan, the FSD, supported by the latest grant from the German Foreign Office, and with the support of the WRA, engaged in developing the capacities of "The Union of Sappers of Tajikistan" (UST), a national not-for-profit organisation selected by OSCE and national authorities. In 2015, the UST obtained clearance to conduct surveys and received a grant from the UNDP for technical and non-technical surveys in South Tajikistan.

The FSD continued to conduct transportation, destruction and securing of obsolete and confiscated weapons and ammunition from Tajikistan security force stockpiles, mainly from the MoD, MoI, and Border and National Guards. The so called Weapons and Ammunition Disposal (WAD) operations in Tajikistan were initiated in 2009. The WAD operations, as well as those of the Physical Stockpile and Security Management (PSSM) team, were extended with WRA and NATO support, although the commercial contract with NATO was not renewed in the second half of 2015 due to complaints from NATO about the lack of cooperation from Tajik security forces. The access to stockpiles for demolition became more challenging due to the growing insecurity on the Tajik-Afghan border as well as to bureaucratic hurdles from the authorities, particularly as a consequence of the September 2015 major security incident lead by the former Deputy Defence Minister that left many casualties.



grâce au soutien du WRA et de l'OTAN, même si le contrat commercial avec l'OTAN n'a pas été renouvelé pour la deuxième moitié de l'année 2015 en raison de plaintes de l'OTAN au sujet du manque de coopération des forces de sécurité tadjikes. L'accès aux stocks en vue de leur démolition est devenu plus difficile en raison de l'insécurité croissante à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan ainsi que des obstacles bureaucratiques suscités par les autorités, notamment à la suite de l'incident de sécurité majeur de septembre 2015 ayant impliqué l'ancien vice-ministre de la Défense qui a fait de nombreux blessés.

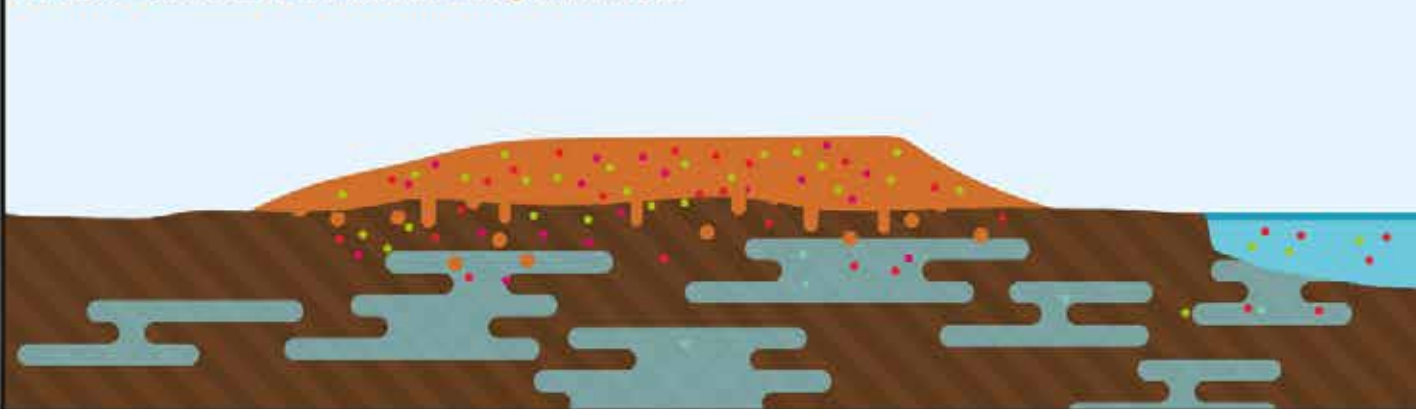
Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	24
Munitions détruites Destroyed ammunitions:	11.925 t
ERW détruits Destroyed ERW:	56
Surface réhabilitée Released land:	36,255 m²
Dépenses Expenditure:	CHF 638,910
Principaux donateurs: Département d'Etat des USA, OTAN	
Main donors: US State Department, NATO	



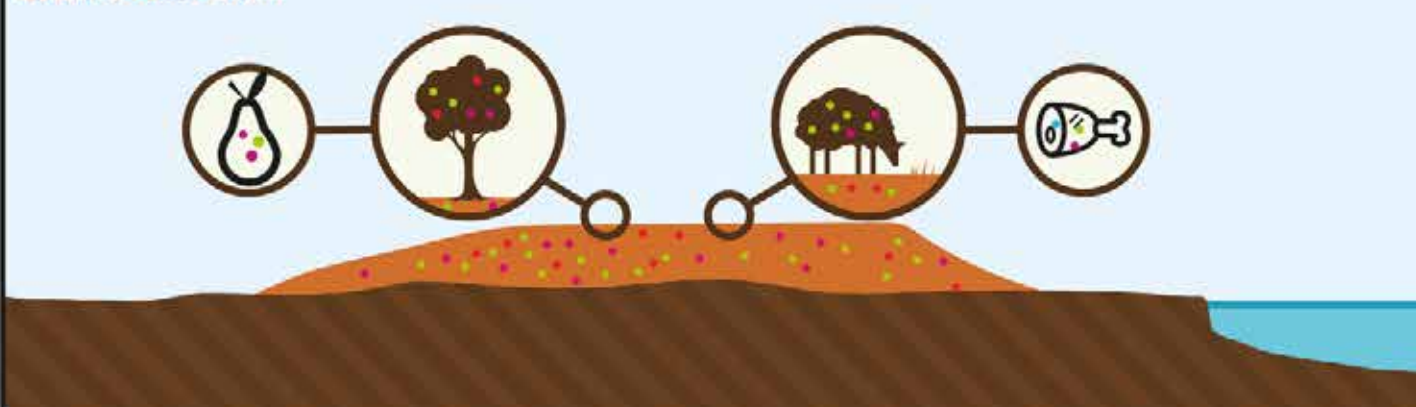
1. Risk: Erosion and Landslides



2. Risk: Pollution of the soil and the groundwater



3. Risk: Food chain



KIRGHIZISTAN | KYRGYZSTAN

Le Kirghizistan est un pays enclavé d'Asie centrale, limitrophe du Kazakhstan, de la Chine, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Il est plus éloigné de la mer que tout autre pays, et l'ensemble de ses fleuves se jettent dans des systèmes de drainage clos, qui n'atteignent pas la mer. La région montagneuse du Tian Shan couvre plus de 80 % du territoire, le reste étant constitué de vallées et de bassins.

Plusieurs douzaines de sites de production d'uranium abandonnés parsèment le paysage et représentent un danger pour l'environnement et les habitants du Kirghizistan rural. Chaque site constitue un défi pour les autorités locales et nationales qui manquent de l'expertise et des ressources techniques nécessaires pour la dépollution. Les sites ont été utilisés pour la production d'uranium jusque dans les années 1990. Ils ont été construits avant la mise en place d'infrastructures réglementaires appropriées pour garantir leur déclassement ultérieur. Par conséquent, des résidus contenant des polluants chimiques fortement toxiques et radioactifs à longue échéance représentent aujourd'hui encore des risques considérables pour l'environnement et la santé publique.

Selon le ministère des Situations d'urgence de la République kirghize, le Kirghizistan possède 35 bassins de résidus et 25 sites contenant des amas de stériles. Une grande partie d'entre eux contiennent des résidus toxiques. L'éventualité d'une instabilité sismique, qui entraînerait des glissements de terrain susceptibles de disperser ces résidus, est le plus grand risque pour le milieu environnant. Même si des plans de dépollution commencent à être élaborés, le site de Min-Kush tout entier est en mauvais état en raison d'un manque de financement et les actions de dépollution restent encore à mettre en œuvre. Toutefois, avec le transfert des résidus vers des sites sécurisés et le début de leur restauration, les bases d'une future dépollution ont été posées. Une fois le financement garanti, le transfert physique des déchets et la réhabilitation du site peuvent être lancés.

Un autre héritage soviétique est l'ancienne mine de plomb et de zinc de Sumsar, au sud du pays. Ce site a été exploité conjointement avec la mine d'uranium voisine de Shekaftar, puis abandonné. D'immenses sites de résidus contenant des déchets miniers radioactifs sont perchés au-dessus du fleuve Sumsar. L'une des digues de résidus a déjà cédé dans les années 1990, donnant naissance à l'une des catastrophes environnementales les plus importantes de ces dernières années: des milliers de mètres cubes de boues toxiques se sont déversés dans le fleuve Sumsar, un affluent du système fluvial Syr Darya. Le risque est grand de voir les résidus restants être emportés également dans le fleuve. Les digues retenant les deux autres sites de résidus sont érodées et visiblement endommagées. L'un des sites de résidus n'a jamais été couvert, de telle sorte que de la poussière toxique se répand sur le village de Sumsar et au-delà.

En 2015, la FSD a organisé une première mission d'évaluation scientifique avec une équipe d'experts nationaux et internationaux et le ministère des Services d'urgence. Sur la base de cette évaluation, la FSD a proposé le cadre de référence d'une étude d'impact environnemental et d'une étude de faisabilité au ministère. Les autorités ont validé et officiellement approuvé les plans de la FSD. La mise en œuvre de la prochaine étape est prévue pour 2016.

Kyrgyzstan is a landlocked country in Central Asia, bordering Kazakhstan, China, Tajikistan and Uzbekistan. It is farther from the sea than any other individual country, and all its rivers flow into closed drainage systems, which do not reach the sea. The mountainous region of the Tian Shan covers over 80% of the country with the remainder made up of valleys and basins.

Several dozens of abandoned uranium production sites dot the landscape and represent a hazard to the environment and inhabitants throughout rural Kyrgyzstan. Each site poses a challenge for local and national governments that lack the necessary technical expertise and resources for remediation. The sites were used for uranium production until the 1990s. They were built before any proper regulatory infrastructure was in place to ensure subsequent decommissioning. Therefore, leftover residues with long-life radioactive and highly toxic chemical contaminants still pose substantial risks to the environment and public health.

According to the Ministry of Emergency Situations of the Kyrgyz Republic, Kyrgyzstan has 35 tailings dumps and 25 sites with waste rock piles. Many of these contain toxic residues. The possibility of seismic instability, with landslides dispersing such residues, poses the biggest risk to the surrounding environment. Although plans for remediation are beginning to be developed, the entire Min-Kush site remains in poor condition due to lack of funds, and remediation activities have yet to be implemented. However, by beginning to transfer tailings to safer sites and working to restore them, the groundwork has been set for future remediation. Once funding is secured, physical transfer of the waste and re-cultivation of the site may be started. Another Soviet legacy is the former lead and zinc mine in Sumsar, in the South of Kyrgyzstan. This site was exploited jointly with the nearby Uranium mine in Shekaftar, and then abandoned. There are huge tailing sites containing toxic mining wastes perched above the Sumsar river. One of the tailings dams already gave way in the 1990s, giving rise to one of the biggest environmental disasters in recent history - thousands of cubic metres of toxic sludge were washed into the Sumsar river, a tributary to the Syr Darya river system. There is a risk that the remaining tailings will be washed into the river as well. The dams withholding the other two tailings sites are eroded and visibly damaged. One of the tailings sites has never been covered, such that toxic dust blows onto the village of Sumsar and beyond.

In 2015, the FSD organised a first scientific assessment mission with a team of national and international experts together with the Ministry of Emergency Services. Based on this assessment, the FSD has proposed the terms of reference for an Environmental Impact Study and a Feasibility Study for the Ministry. The authorities have agreed and formally approved the FSD's plans. The implementation of this next phase is planned for 2016.

AFGHANISTAN | AFGHANISTAN

En 2015, la FSD a poursuivi son programme d'action dans la région de Darwaz, à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, dans la province du Badakhchan, au nord-est de l'Afghanistan, en effectuant des opérations d'éducation aux risques liés aux mines, des opérations d'enquêtes non techniques, des missions de contrôle de la neutralisation des explosifs, l'identification et la collecte de données sur les victimes de restes explosifs de guerre (ERW), la remise à disposition des terres et des activités de déminage. Le programme de 2015 était constitué d'une équipe de déminage manuel et de deux équipes d'enquête et de neutralisation des explosifs multitâche utilisant le concept à succès de la méthodologie MEIFCS (Mine Risk Education/ Mine ERW Impact Free Community Survey).

Le programme afghan est composé de deux éléments. Tout d'abord, la FSD Afghanistan, inscrite au ministère des Affaires économiques de la République Islamique d'Afghanistan, composée d'équipes afghanes de déminage et d'éducation aux risques liés aux mines effectuant des opérations sur le territoire de la République Islamique d'Afghanistan. Le second élément est la FSD Darwaz, inscrite au ministère de la Justice de la République du Tadjikistan. Le rôle de cette dernière est de fournir un soutien logistique et de gestion à la FSD Afghanistan à partir du Tadjikistan, en raison de l'inaccessibilité des cinq districts de la région de Darwaz, séparés du reste de l'Afghanistan par les montagnes de l'Hindu Kush.

En raison de la topographie et du climat de la région, les conditions climatiques empêchent l'accès aux champs de mines du Badakhchan en hiver et le programme s'interrompt de décembre à mi-février. En février-mars, la FSD a organisé sa formation de recyclage obligatoire avec le personnel de direction et les équipes de déminage/MEIFCS afin de pouvoir reprendre le travail fin mars.

Afin d'être plus efficace dans le déminage, deux équipes de MEIFCS ont été temporairement transformées en une équipe de déminage individuel avec des démineurs supplémentaires pour soutenir la structure de déminage manuel existante. Toutes les équipes de déminage manuel ont ensuite été déployées dans le district de Khawan où toutes les zones à risque répertoriées ont été dépolluées. La FSD a, par conséquent, signé une victoire considérable en Afghanistan en dépolluant ce district et en le déclarant à l'UNMACA comme étant «exempt de mines antipersonnel et de restes explosifs de guerre et de tout risque répertorié». Une cérémonie de transfert de responsabilité a été organisée avec des personnalités clés de la région et des membres de la FSD.

Une fois cette région dépolluée, l'équipe de déminage manuel a été redéployée dans le district de Darwazbala où des opérations de déminage ont été effectuées jusqu'à la fin de l'année 2015 dans des zones identifiées pour le développement futur d'infrastructures et d'activités agricoles. Afin d'améliorer l'efficacité sur ce terrain difficile et hostile du point de vue logistique, la FSD a renvoyé les équipes multitâche de MEIFCS à leur fonction originale de collecte des informations relatives aux menaces potentielles, à l'aide d'enquêtes non techniques et d'identification des victimes de mines antipersonnel/restes explosifs de guerre. Ces équipes ont également éduqué au danger des mines et répondu à des demandes de destruction d'urgence en réalisant des missions de contrôle de neutralisation des explosifs le cas échéant. Le dernier objectif de la FSD dans la région est d'éliminer les risques explosifs et de réduire la menace pour les communautés locales.

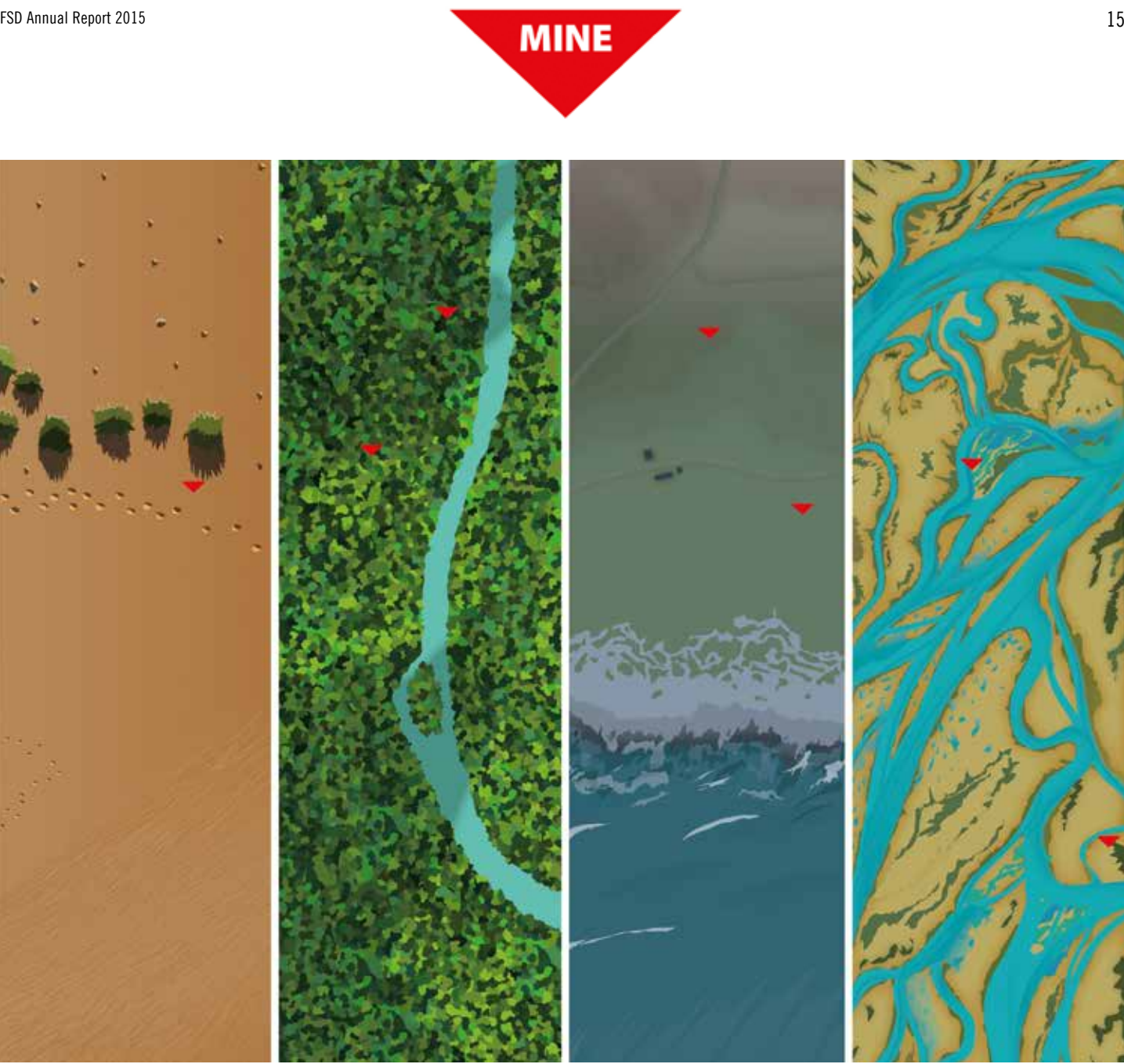
In 2015, the FSD extended its programme in the Darwaz region along the Tajik/Afghan border in the Badakhshan Province in North Eastern Afghanistan, conducting mine risk education, non-technical survey operations, EOD spot tasks, Identification and collection of Landmine/ Explosive Remnants of War (ERW) victims' data, land release and de-mining activities. The programme in 2015 consisted of one manual de-mining team and two multi-task survey and EOD teams utilising the successful concept of the "Mine Risk Education/Mine ERW Impact Free Community Survey (MEIFCS)" methodology.

The Afghan programme is made up of two components. First, FSD Afghanistan, registered with the Ministry of Economics of the Islamic Republic of Afghanistan (IRoA), as pure de-mining and mine risk education teams conducting operations on IRoA territory. The second component is FSD Darwaz, registered with the Ministry of Justice of the Republic of Tajikistan. The role of FSD Darwaz is to provide HQ support, logistics and management for FSD Afghanistan from Tajikistan, due to inaccessibility of the five districts of the Darwaz region, which are separated from the rest of the IRoA by the mountains of the Hindu Kush.

Due to the topography and climate in the region, weather prevents access to the minefields of Badakhshan in winter, so the programme closes from December to mid-February. In February/March the FSD conducted its compulsory refresher training with leadership personnel and de-mining/MEIFCS teams ready to start operations in late March. In order to achieve more clearance, two MEIFCS teams were temporarily transformed into two - an individual de-mining team and additional de-miners as support from the existing manual de-mining team structure. All the manual teams were then deployed in the Khawan district where all the known hazardous areas were cleared. The FSD subsequently succeeded in a landmark achievement in Afghanistan by handing this district over and declaring it to UNMACA as "Landmine and ERW cleared and free from all known hazards". A full handover ceremony was conducted with key personalities from the region and FSD staff.

After this region was cleared, the manual de-mining team redeployed to the Darwazbala district where de-mining operations continued to the end of 2015 in areas identified for future development of infrastructures and agricultural activities. In order to increase efficiency in this logistically challenging and hostile terrain, the FSD returned the multi-tasking MEIFCS teams to their original role in collecting information about potential threats through non-technical surveys and landmine/ERW victim identification; they also conducted mine risk education and responded to emergency demolitions through EOD spot tasks when required.

The FSD's ultimate aim in the region is to clear explosive hazards and to reduce the threat posed to local communities. As a secondary goal, this also supports other partner reconstruction and infrastructure projects in improving access to arable land for farming, roads for transportation and freedom of movement and commercial activities. Interaction with local communities, aided by employing local nationals within the FSD's structure, builds administrative, financial and technical skill within communities in the regions and helps develop national capacity in de-mining, project management and community liaison. All the FSD's activities in the region are conducted through a delicate balance of cross-border cooperation between the FSD and Afghan and



Cet objectif secondaire soutient également d'autres projets de reconstruction et d'infrastructures partenaires en améliorant l'accès aux terres arables en vue d'un usage agricole, les routes pour le transport et la liberté de mouvement et de commerce. Les interactions avec les communautés locales, encouragées par l'emploi de travailleurs nationaux au sein de la FSD, développent des compétences administratives, financières et techniques dans les communautés des différentes régions et favorisent la création d'une capacité nationale en matière de déminage, de gestion de projet et de liaison avec les communautés. Toutes les activités de la FSD dans la région sont menées dans un fragile équilibre de coopération transfrontalière entre la FSD et les autorités afghanes et tadjikes et grâce à une gestion solide et un contrôle des équipes techniques de déminage dans des environnements hostiles et parfois difficiles. Le programme permet non seulement de bâtir de meilleures relations entre ces entités mais aussi de renforcer la coordination entre les autorités régionales de déminage respectivement à Douchanbé et à Kaboul. Cela favorise la création d'une structure de projet unique qui a enregistré un succès certain en matière d'élimination des risques et de réduction de la menace pour des milliers de personnes, deux éléments qui constituent une partie fondamentale du calendrier stratégique de déminage pour l'Afghanistan.

Tajik authorities and the strong management and control of technical de-mining teams in hostile and sometimes challenging environments. The programme not only builds better relations between these entities but also increases coordination between regional mine action authorities in Dushanbe and Kabul respectively. This creates a truly unique project structure which has enjoyed great success in clearing hazards and reducing the threat to thousands of people; all of which are a key part in the strategic mine action clearance schedule for Afghanistan.

Personnel expatrié International Staff:	2
Personnel national National Staff:	61
Mines détruites Destroyed mines:	1,611
ERW détruits Destroyed ERW:	5,870
Surface réhabilitée Released land:	76,934 m2
Dépenses Expenditure:	CHF 927,545
PRINCIPAUX DONATEURS: Allemagne (Fondation Patrip), GGLA	
MAIN DONORS: Germany (Patrip Foundation), GGLA	

• Staff FSD



L'ESPACE HUMANITAIRE | HUMANITARIAN SPACE

En septembre, en partenariat avec Geneva Call et soutenus par DG ECHO et l'Office humanitaire de la Communauté européenne, une initiative a été lancée afin d'améliorer le dialogue avec les acteurs non étatiques armés (ANSA) de différents groupes ethniques et religieux.

Avec un bureau à Erbil et un à Bagdad, le projet souhaite atteindre le plus de groupes possible, ce qui pourrait permettre un accès plus sûr au territoire et la signature des actes d'engagement afin d'améliorer les conditions des civils en temps de guerre.

Le projet utilise un large éventail de moyens pour diffuser les messages, des réunions aux conférences, en passant par les campagnes médiatiques à la télévision et à la radio dans tout le pays.

Le projet s'achève fin novembre 2016.

In September, in partnership with Geneva Call, and supported by DG ECHO – European Commission Humanitarian Office – an intervention was started aiming to improve the dialogue with Armed Non State Actors (ANSAs) from different ethnic and religious groups.

With an office in Erbil and one in Baghdad, the project wants to reach all the possible groups which may lead to a safer access to the territory, and to the signature of Deeds of Commitment to improve the conditions of civilians in time of war.

The project uses a wide portfolio of means to promulgate the messages, from direct meetings and conferences, to media campaigns through TV and Radio all over the country.

The project lasts until November 2016.

Drones in Humanitarian Action



UAVs (Unmanned Aerial Vehicles), also known as drones, are being used more and more in diverse fields for imagery, transport and other purposes. As the technology is now entering the private sphere, humanitarian organisations have also started to explore the use of such tools to improve their work. The FSD was one of the earliest front-runners to start using this technology. Internal research led to a formal role in a larger European Space Agency-funded symposium to test the use of drones in mine action operations.

Les véhicules aériens sans pilote, aussi appelés drones, sont de plus en plus utilisés dans des domaines tels que l'imagerie, le transport et autres. Cette technologie faisant son apparition dans la sphère privée, les organisations humanitaires envisagent l'utilisation de ces outils en vue d'améliorer leur action. La FSD a été l'une des premières organisations à recourir à cette technologie. Des recherches en interne lui ont permis de jouer un rôle significatif lors d'un symposium financé par l'Agence Spatiale Européenne afin de tester l'utilisation des drones lors d'opérations de déminage.

In June 2015, with this experience under its belt, the FSD began implementing the Drones in Humanitarian Action Initiative funded by DG ECHO with the aim of supporting humanitarian organisations using drones in their programs. The first task was to understand what technologies and applications are available and to link these to humanitarian needs.

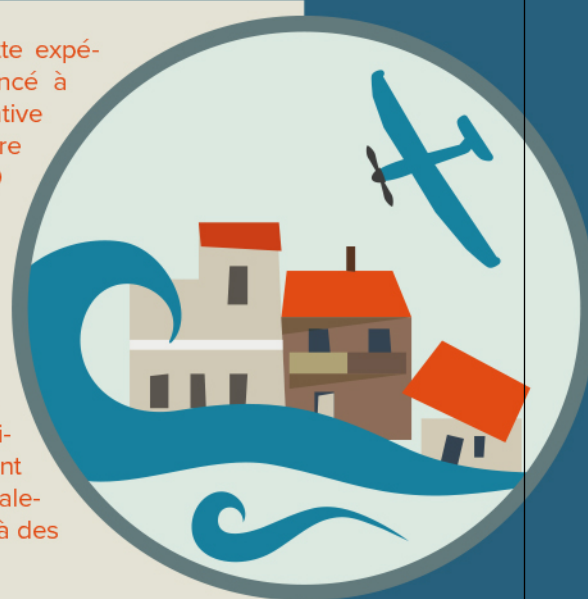
The evidence base that drones do really improve humanitarian work has been weak so far, and in fact often those “in-the-know” jokingly refer to drones as a solution looking for a problem. While many humanitarian organisations are on the fence not really knowing what to do with the technology, increasingly non-traditional humanitarian actors, including private individuals, have already started to show up with their drones at major disasters such as the 2015 earthquake in Nepal and Typhoon Haiyan in the Philippines. Often these unplanned deployments backfire, rather obstructing the ongoing humanitarian efforts and imposing unnecessarily on communities that were already dealing with a major humanitarian situation. This may have unfavourably influenced the discussion on humanitarian uses for drones.

Despite some backlash, positive use cases also raised the profile of the positive role that drones could play in humanitarian work. And it is time for a systematic effort to understand if, how, and in what circumstances, the use of drones can deliver added value to humanitarian work. The 1.5-year Initiative work plan is comprised of both desk research, and new deployments of drones to build a baseline of information that a variety of humanitarian organisations can draw upon. Past deployments and new deployments that are planned through this Initiative are being documented using an evaluation template that was developed with donors and humanitarian actors to ensure it contains relevant information to facilitate decision making by other humanitarians. At the end of our grant we should have a set of materials that helps other humanitarians quickly decide if drones can be useful in their work and where to look for more resources.

En juin 2015, forte de cette expérience, la FSD a commencé à mettre en œuvre l'initiative Drones à Usage Humanitaire financée par la DG ECHO et dont le but est de soutenir les organisations humanitaires via le recours aux drones dans leurs programmes d'action. La première étape était de comprendre quelles technologies et quelles applications de celles-ci étaient possibles, mais il fallait également que le tout réponde à des besoins humanitaires.

Nous sommes encore loin d'avoir prouvé que le recours aux drones améliore réellement l'action humanitaire, et même les initiés se réfèrent souvent aux drones comme à une solution cherchant un problème. Si de nombreuses organisations humanitaires sont sur le qui-vive et ne savent pas vraiment quoi faire de cette technologie, de plus en plus d'acteurs humanitaires non conventionnels, y compris des particuliers, commencent à intervenir avec leurs drones lors de catastrophes d'envergure telles que le séisme au Népal ou le typhon Haiyan aux Philippines en 2015. Souvent, ces interventions non planifiées sont contre-productives et sont un frein à l'action humanitaire déjà mise en place ; un poids pour des communautés qui doivent déjà gérer une situation humanitaire grave. Cela a peut-être influencé de façon négative le débat autour de l'utilisation des drones dans le domaine humanitaire.

En dépit de certains retours négatifs, les situations inverses ont également permis de mettre en avant le rôle positif que peuvent jouer les drones dans l'action humanitaire. Il est donc grand temps de fournir un effort systématique afin de comprendre si, comment et dans quelles circonstances, l'utilisation de drones peut se révéler constructive dans l'action humanitaire. Le plan de travail sur un an et demi pour l'Initiative se compose d'une partie recherche documentaire et d'une partie déploiements de drones afin de constituer une banque d'informations de référence dont pourraient se servir diverses organisations humanitaires. Les déploiements passés et à venir dans le cadre de cette Initiative sont analysés grâce à un modèle d'évaluation développé avec les donateurs et les humanitaires afin de s'assurer



At the end of 2015 we had already documented deployments by the International Organization for Migration, World Bank, Medair, and UAViators as case studies. Scenarios evaluated include IDP camp management, flood resilience, preparing the census in Haiti post-earthquake, and rapid damage assessments following a disaster. The write-ups are illustrated with images, written in plain language and kept short – making for light reading.

For 2016, stakeholder consultations on the use of drones are planned to take place. These are framed around specific applications: In June, the FSD will convene a group of experts on logistics and cargo drones, followed by a meeting with humanitarian first responder teams on using drones for real time information. These discussions will include humanitarian organisations, the UN and cluster representation and donors.

Field deployments will take place with local partners in Tajikistan, Nepal and, potentially, Iraq. All of these will be documented and evaluated and published as case studies. The final result will likely be the most comprehensive guideline document on the use of drones in humanitarian settings to date.

This initiative has been set up in partnership with CartONG, Zoï Environment Network, and the Humanitarian UAV Network.

More information is available at www.drones.fsd.ch



qu'il contienne des informations pertinentes permettant de faciliter la prise de décision par d'autres acteurs humanitaires. Une fois nos subventions épuisées, nous devrions disposer d'un ensemble d'outils afin d'aider d'autres acteurs humanitaires à décider rapidement si oui ou non les drones peuvent se révéler utiles dans leur action et leur permettre d'accéder à davantage de ressources.

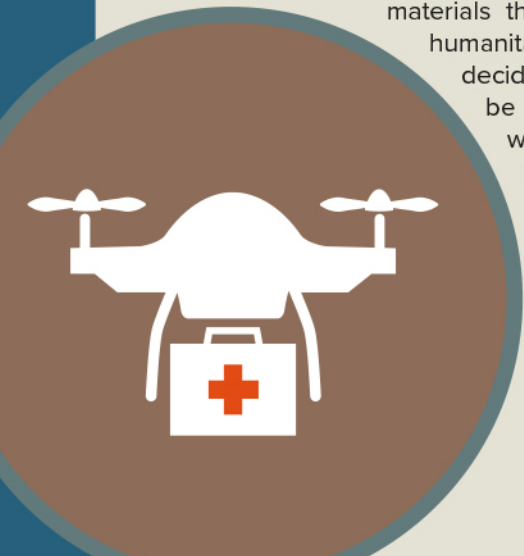
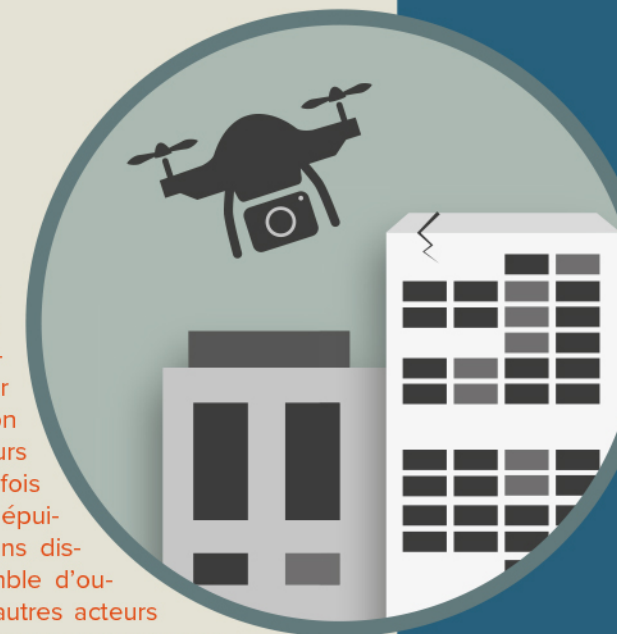
Fin 2015 nous avons déjà analysé les déploiements réalisés par l'Organisation Internationale pour les Migrations, la Banque Mondiale, Medair et UAViators dans le cadre d'études de cas. Les scénarios évalués incluent la gestion des camps de personnes déplacées, les risques d'inondation, la préparation du recensement à Haïti après le séisme et l'évaluation rapide des dommages des suites d'une catastrophe. Les documents produits sont illustrés à l'aide d'images, sont rédigés dans un langage clair et sont de longueur raisonnable – le tout les rendant facilement accessibles.

Pour 2016, des consultations auprès des parties prenantes sur l'utilisation de drones sont prévues. Elles sont formulées autour d'applications spécifiques : en juin, la FSD convoquera un groupe d'experts en drones logistiques et cargos. Cette réunion sera suivie d'une rencontre avec les équipes humanitaires de premiers secours sur l'utilisation des drones dans la collecte d'informations en temps réel. Ces discussions incluront les organisations humanitaires, les Nations Unies mais aussi des représentants et donateurs de la filière.

Les déploiements sur le terrain auront lieu avec des partenaires locaux au Tadjikistan, au Népal et potentiellement en Irak. Ces déploiements seront analysés, évalués puis feront l'objet de publications en tant qu'études de cas. Le résultat final constituera probablement la ligne directrice la plus complète sur l'utilisation de drones dans les opérations humanitaires jusqu'à aujourd'hui.

Cette initiative a été mise en place en partenariat avec CartONG, les réseaux Zoï Environnement et Humanitarian UAV.

Plus d'information disponible sur www.drones.fsd.ch



IRAK | IRAQ

Le renforcement de la présence de l'EI au nord de l'Irak depuis 2014 et la déclaration de Mossoul comme deuxième ville du Califat ont replacé le pays sur le devant de la scène concernant la présence de munitions non-explosées laissées par les forces d'occupation de l'EI. Le nord de l'Irak, et notamment la région du Kurdistan, est dans une situation d'extrême urgence aggravée par l'afflux de réfugiés syriens et par la crise pétrolière, qui a sérieusement compromis la situation économique, les possibilités d'emploi et la vie quotidienne en général. Dans ce contexte, à la suite des négociations avec le donateur, le bureau du département d'État américain chargé des questions liées à la réduction des armements (WRA), qui a pris en charge la première partie de l'année, la FSD a pu ouvrir un bureau extérieur à Erbil en septembre, dans la région du Kurdistan, dans le but de mener des opérations dans les zones libérées de la région Ninive.

La FSD travaille maintenant à Erbil depuis la mi-2015 avec un effectif de huit personnes au siège, soit trois expatriés et cinq ressortissants locaux. En outre, la FSD a formé et accrédité deux équipes d'élimination des pièges et de neutralisation des explosifs pour mener des enquêtes et des opérations de déminage dans la province de Ninive, au nord de l'Irak, dans les territoires libérés par l'EI. Toutes ces actions sont effectuées en partenariat avec l'Organisme de déminage du Kurdistan irakien (IKMAA) et approuvées à Bagdad par le Département pour les activités de déminage (DMA). Elles impliquent majoritairement une étroite collaboration avec les Peshmergas, puisqu'ils contrôlent l'accès et occupent/défendent physiquement une grande partie du territoire.

Les équipes irakiennes de la FSD sont formées à la dépollution des zones de combat et aux techniques de neutralisation des pièges/déminage des maisons. Les actions de déminage servent à éliminer les dangers liés à la présence d'explosifs dans les maisons, les locaux commerciaux, les immeubles, sur les routes principales et dans les terres et à permettre leur utilisation sans risque. Le nettoyage des décombres est également effectué systématiquement à l'aide d'engins de chantier blindés adaptés afin de déplacer les matériaux de construction détruits et autres débris dans une zone où le personnel formé à la neutralisation des explosifs peut identifier, retirer et détruire toutes munitions explosives.

La position de la FSD à Erbil et l'expérience permettent également de s'implanter en toute sécurité dans le pays avec des procédures d'importation déjà testées et reconnues pour l'équipement, un système de RH et de reporting financier pleinement opérationnel et des contacts logistiques, politiques et stratégiques approfondis afin de coordonner les opérations et les questions juridiques. Ce savoir-faire local et cette présence en Irak constituent un élément déterminant pour toutes les opérations en Irak et la FSD est bien placée pour gérer et mener à bien des actions à travers le pays.

S'adapter à la situation complexe des permis et des responsabilités dans les régions d'intérêt s'est révélé particulièrement difficile. Dans le même temps, les progrès accomplis par les Peshmergas et les forces irakiennes pour pousser l'EI hors d'Irak accroît la nécessité d'une intervention opportune, afin de permettre le redressement rapide des zones libérées et le retour de la population en toute sécurité.

The growth of the ISIL presence in Northern Iraq from 2014, and the declaration of Mosul as the Caliphate's second city, brought the country back into the spotlight concerning the presence of unexploded items as a legacy of the ISIL's occupation.

The north of Iraq, and especially the Kurdistan region, is witnessing a severe emergency aggravated by the influx of Syrian refugees and the oil crisis, which has severely jeopardized the economy, the employment possibilities and daily life in general.

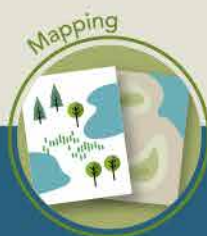
In this context, following negotiations with the Donor, the Office of Weapons Abatement of the US Department of State, which took up the first part of the year, the FSD was able to open a field office in Erbil in September, in the Kurdistan region, with the aim of conducting operations in the liberated areas of the Ninevah Region.

The FSD has now been working in Erbil since mid 2015 with a HQ staff of eight people consisting of three expatriates and five local nationals. In addition to this, the FSD has trained and accredited two booby-trap and EOD clearance teams to conduct survey and clearance operations in the Nineveh Province of Northern Iraq in ISIL liberated areas. All operations are coordinated with the Iraqi Kurdistan Mine Action Authority (IKMAA) and endorsed in Baghdad by the Department for Mine Action (DMA). Operations largely involve close coordination with the Peshmerga, as they control access and physically occupy/defend much of the land.

FSD Iraqi teams are trained in BAC and counter-booby trap/house clearance capabilities. Clearance operations help release homes, business premises, buildings, main routes and land, clearing them from explosive hazards and rendering them safe to re-occupy and use. Rubble removal is also conducted systematically utilising specialist armoured construction machinery to remove destroyed building material and other debris to an area where supporting EOD trained staff can identify, remove and destroy any explosive items.

The FSD's position in Erbil and experience also afford a safe foothold in the country with already proven and tested import procedures for equipment, a fully functioning HR and financial reporting system and extensive logistic and political/strategic contacts to coordinate operations and legal matters. The importance of this local knowledge and presence in Iraq is believed to be key to any operations in Iraq and the FSD is well placed to manage and execute operations across the country.

Navigating the complex situation of permits and responsibilities in the areas of interest proved particularly challenging. At the same time, the progress made by the Peshmerga and the Iraqi forces in pushing the ISIL out of Iraq is increasing the need for a timely intervention, to allow the early recovery of the liberated areas and the safe return of the population.



Swiss Foundation for Mine Action (FSD)

7bis, Avenue de la Paix - Floor 2
CH-1202 Geneva
Switzerland
drones.fsd.ch

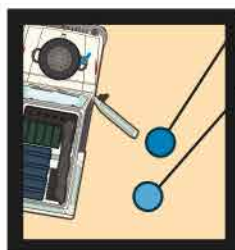
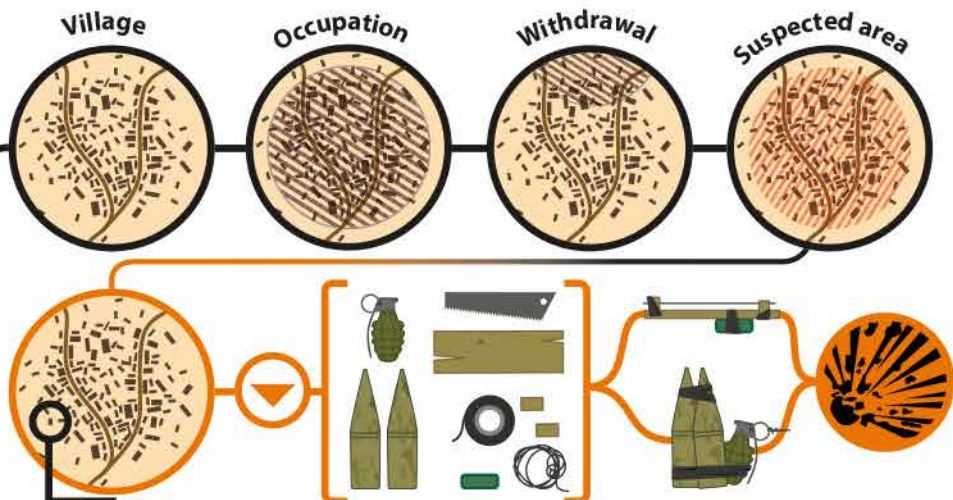
This document covers humanitarian aid activities implemented with the financial assistance of the European Union. The views expressed herein should not be taken, in any way, to reflect the official opinion of the European Union, and the European Commission is not responsible for any use that may be made of the information it contains.



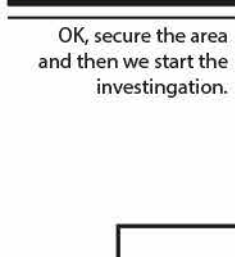
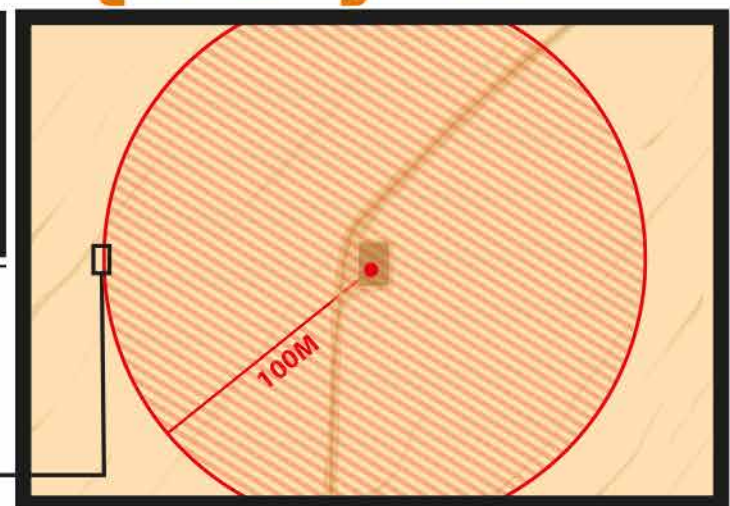
Iraq Demining



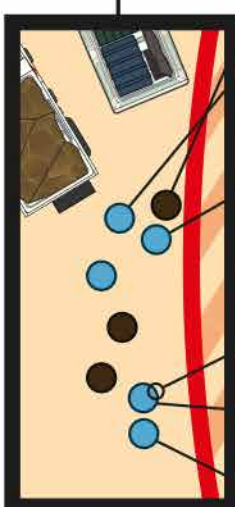
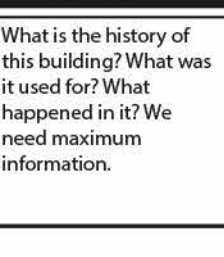
- FSD Team Leader
- FSD Deminer
- Villager
- Hazardous area
- Secure area



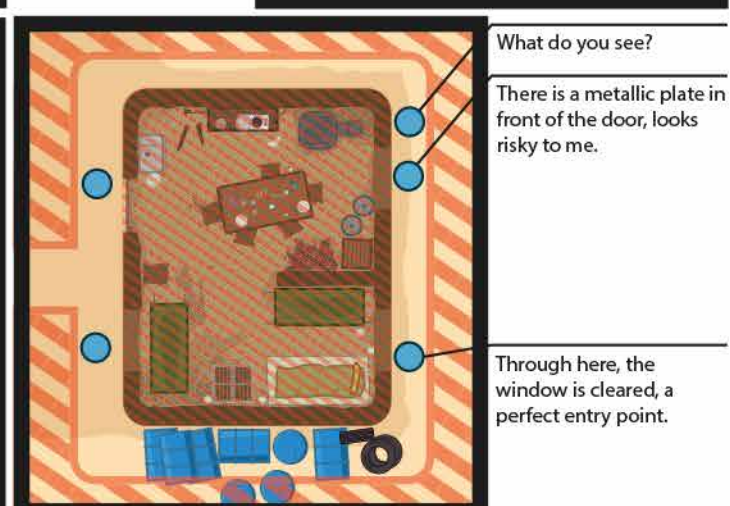
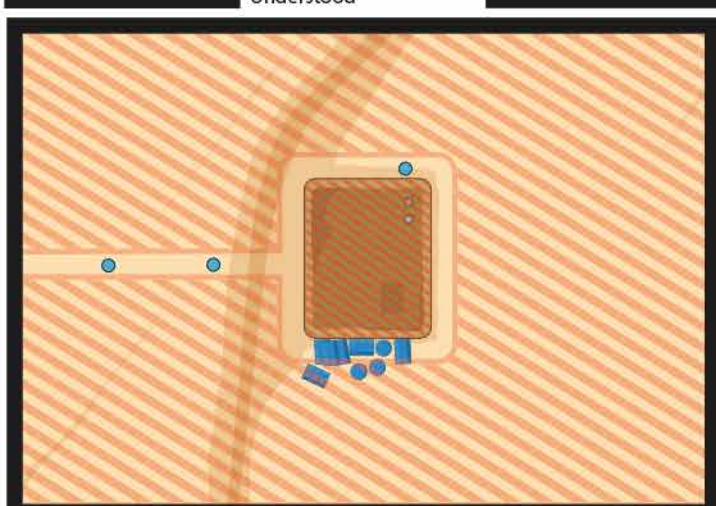
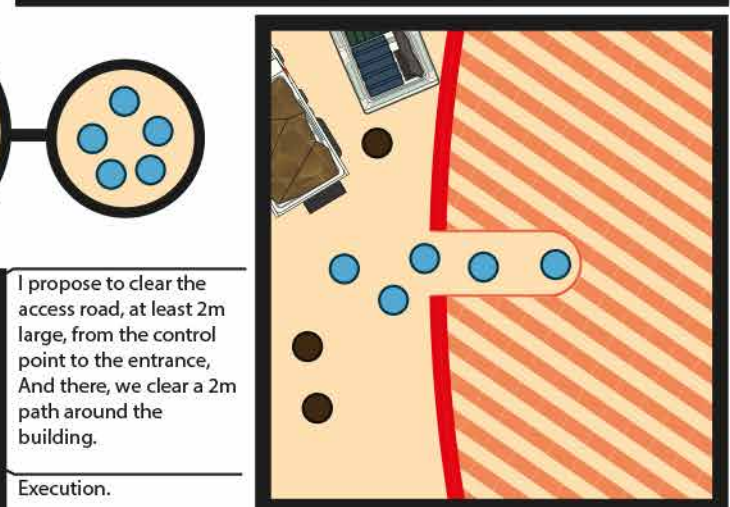
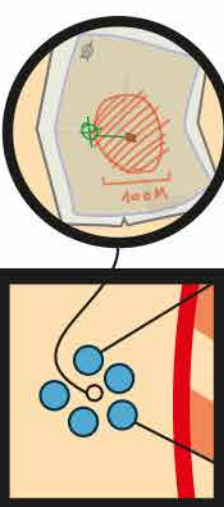
Our target: the house with the blue marking.
Ok, I see. It is at sufficient safety distance to establish the control point here



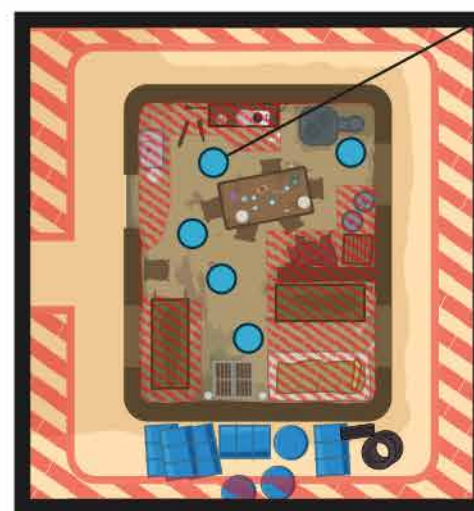
OK, secure the area and then we start the investigation.
What is the history of this building? What was it used for? What happened in it? We need maximum information.



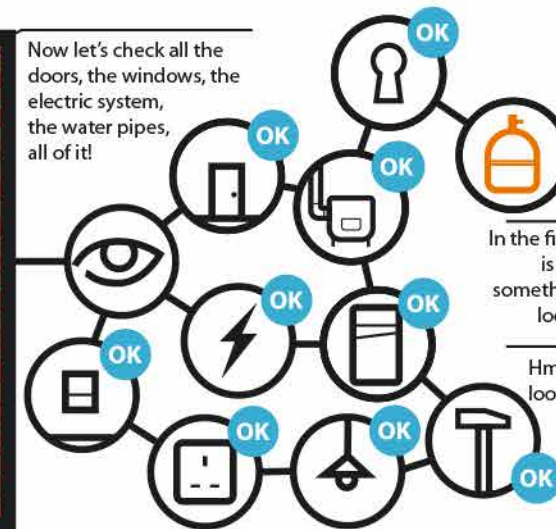
لقد قضاوا هناك عدة شهور.
He says that they stayed in it for many months. Housing and command post.
That's all?
I saw some ammunition beside the entrance door
Understood



What do you see?
There is a metallic plate in front of the door, looks risky to me.
Through here, the window is cleared, a perfect entry point.

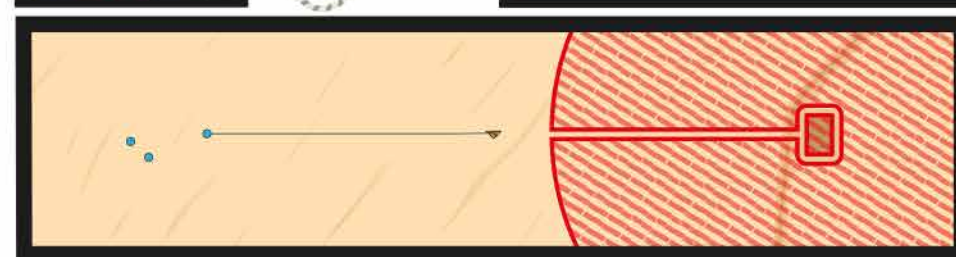
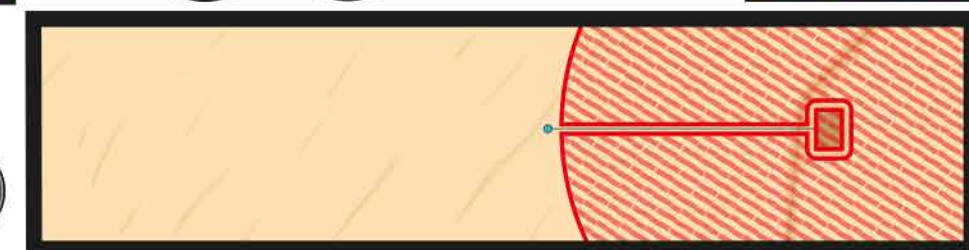


Now let's check all the doors, the windows, the electric system, the water pipes, all of it!

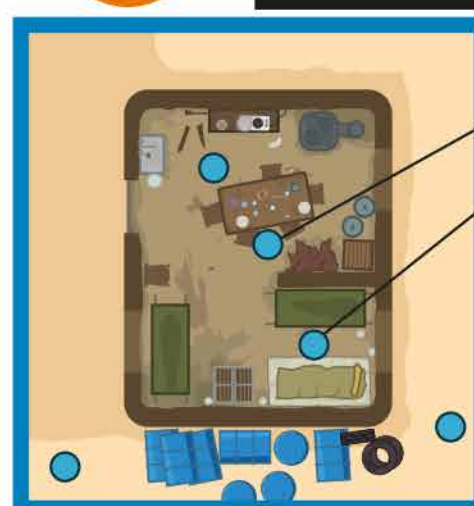
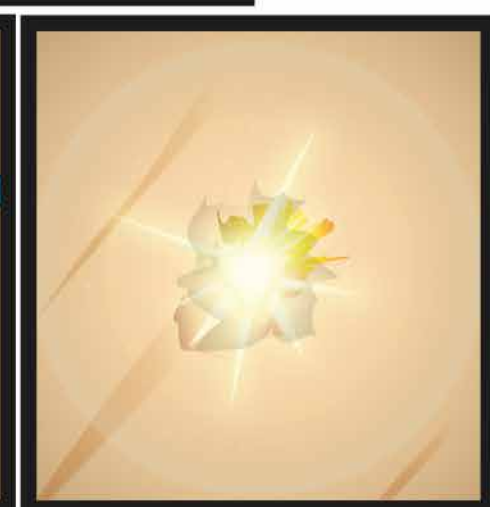
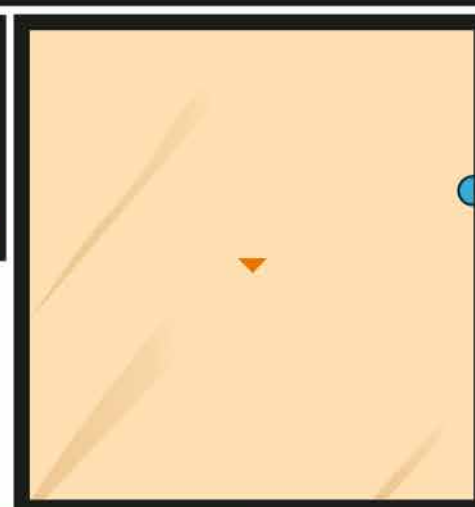
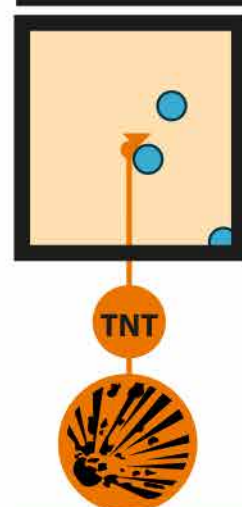


In the first room east, there is a gas cylinder, with something stuck to it. That looks very suspicious.

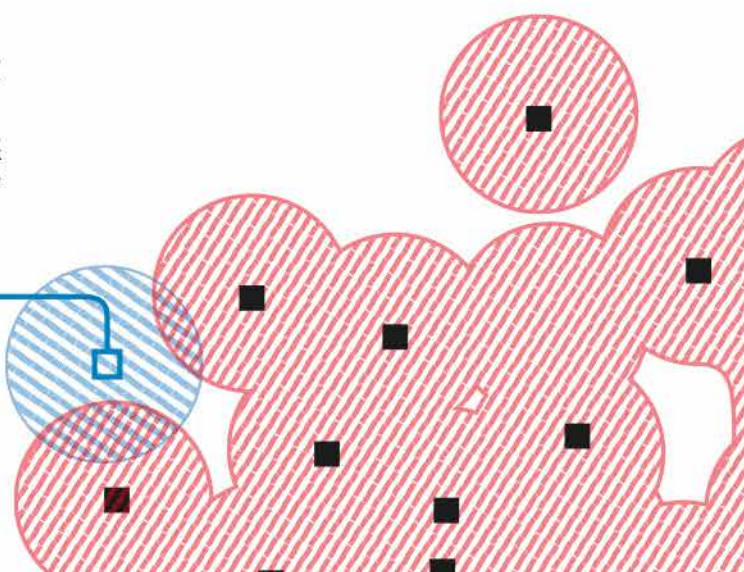
Hmmmm, you are right, looks odd. We extract it from outside, with a rope...



What do you think?
Hard to tell, but to me it looks too risky. We'll do a controlled explosion on it, after we finish the house search.



The investigation is completed. The house is cleared and safe.
Perfect, job done. You can mark the house «FSD Cleared» above the entrance door, then we do the destruction of the cylinder.



RÉSIDUS DE TRAITEMENT D'URANIUM À CHKALOVSK URANIUM TAILINGS SITE CHKALOVSK

À l'époque de l'Union soviétique, l'Asie centrale était le premier producteur d'uranium, de mercure, d'antimoine et d'autres minéraux. La plupart de ces mines a été abandonnée. Sughd, la province la plus septentrionale du Tadjikistan, recèle plus de 170 millions de tonnes de déchets miniers, essentiellement toxiques et radioactifs. Ces déchets représentent une menace pour la sécurité humaine. En effet, les métaux lourds toxiques et les radionucléides risquent de se répandre à grande échelle en se déplaçant sous la forme de poussière ou en contaminant les nappes phréatiques ou de se retrouver dans la chaîne alimentaire. Le site de résidus d'uranium « Karta 1-9 » se trouve à Chkalovsk, à proximité de l'aéroport international de Khodjent. La ville s'est étendue et touche aujourd'hui le site pollué qui n'est ni délimité ni protégé. Il est évident que ce site de résidus présente une menace directe pour la santé des populations dans la région.

Au cours de l'hiver 2013/2014, la FSD a érigé un mur solide de 2 m de haut et installé des panneaux de danger radioactif autour du site afin d'empêcher les hommes et les animaux d'y accéder. Ce mur long de 1'860 m, qui ceint une zone de 12 hectares, est une première étape essentielle pour limiter les risques auxquels ce site expose les populations locales.

Les travaux ont été coordonnés par l'Agence de sûreté nucléaire et radiologique (NRSA) du Tadjikistan et mis en œuvre de manière conjointe avec l'entreprise publique propriétaire du site, Tajredmet. La première phase du projet a été financée par la FSD avec l'aide de Green Cross Suisse et de villes et cantons suisses.

Le projet de réhabilitation de la FSD à Karta 1-9 est l'une des rares démarches pratiques concernant ce danger mises en œuvre au cours des dernières décennies. C'est pour cette raison qu'il a fortement attiré l'attention des comités de surveillance et des organisations internationales. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) a invité la FSD à participer au Groupe de coordination pour les anciens sites de production d'uranium (CGULS, Coordination Group for Uranium Legacy Sites), un groupe d'intervenants réunissant les gouvernements des pays d'Asie centrale affectés par les anciens sites de production d'uranium, l'Instrument de coopération en matière de sûreté nucléaire de l'UE/ICSN et d'autres organismes internationaux.

Grâce au CGULS, la FSD a pu élargir son réseau et créer un petit groupe d'experts en réhabilitation des terrains contaminés par l'uranium de renommée internationale et actifs au sein de l'AIEA qui forment un groupe de rétroaction et conseillent la FSD.

En 2014, l'AIEA a accepté de fournir une assistance directe en proposant ses connaissances dans le cadre de la révision des plans de réhabilitation du site Karta 1-9 de Chkalovsk. La FSD a organisé une visite sur site avec des représentants de l'AIEA, de la NRSA et de Tajredmet en janvier 2015.

En 2015, Green Cross, le partenaire de projet de la FSD, associé à d'autres organisations nationales, a mis en place un projet de santé en faveur de la population de Guafurov, un village situé entre les anciens sites d'uranium de Karta 1-9 et Degmay. Parallèlement, la FSD a effectué une évaluation préliminaire des échantillons d'eau prélevés près des sites de Karta 1-9 et a confirmé que les contenus en métaux lourds dépassaient les niveaux acceptables dans certains de ces sites.

During the Soviet Union era, Central Asia was leading the production of uranium, mercury, antimony and other minerals. Most of these mines have been abandoned. The northern Sughd region of Tajikistan contains more than 170 million tons of mining wastes, much of them are toxic and radioactive. The waste poses a threat to human security as toxic heavy metals and radionuclides may spread to a wider area as dust, or by entering the water table or end up in the food chain.

One of the Uranium tailings site "Karta 1-9" is in Chkalovsk, next to the international airport of Khujand. The sprawling city has now reached the tailings site, and farmers are using the land directly adjacent to the unmarked and unprotected tailings site. It is obvious that this tailings site exposes to a direct threat to the human health in the area.

During the winter 2013/2014 FSD has built a solid 2m high wall with radioactivity danger signs around the site to limit the access to the area for humans and animals. This 1'860 m long wall around the 12 hectares is a major first step to limit the risks from the site for the people living in the area.

The work was coordinated with the Nuclear & Radiation Safety Agency (NRSA), the state regulator, and implemented jointly with the state company and site owner Tajredmet. This first phase of the project was financed by FSD with the help of Green Cross Switzerland and Swiss cities and cantons.

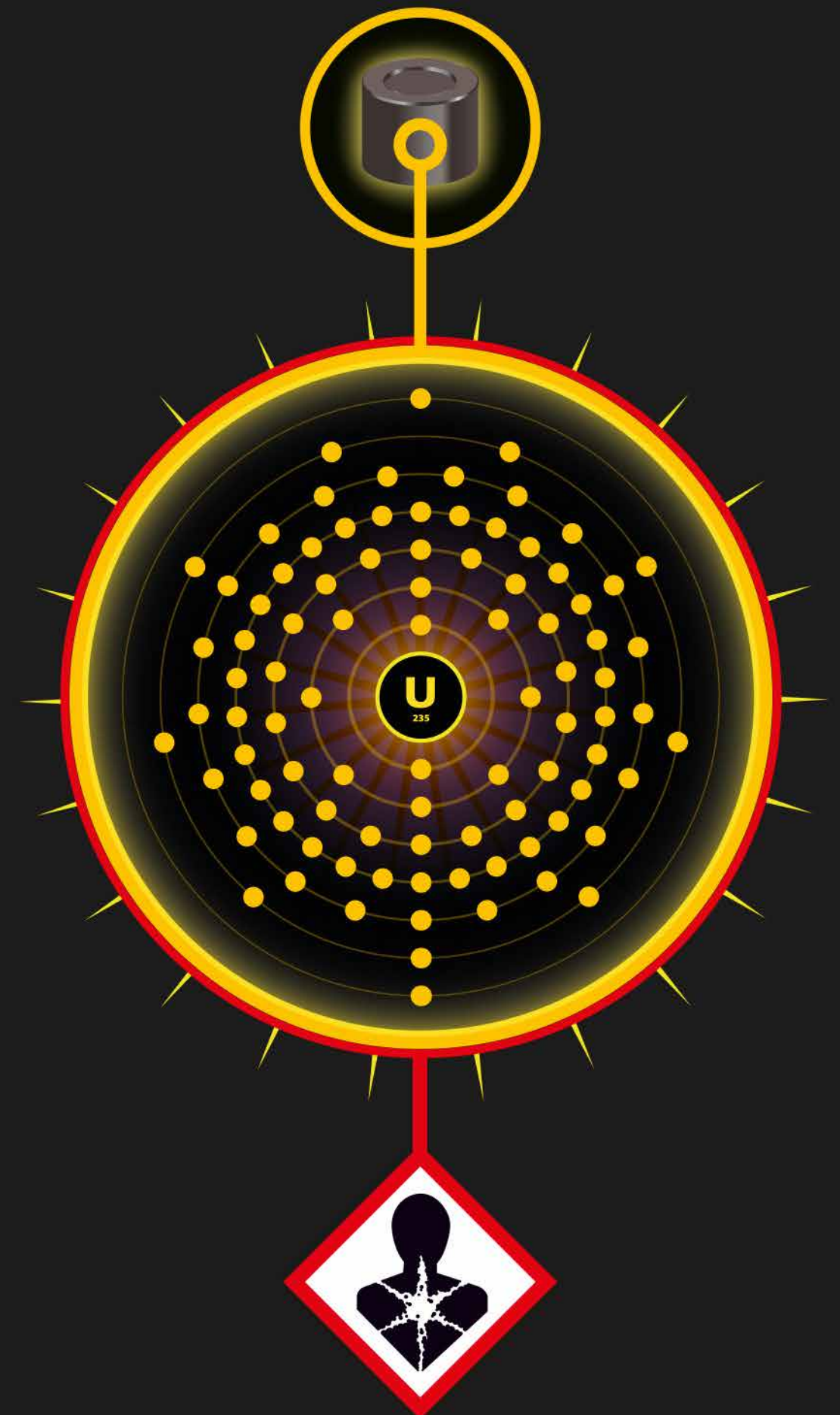
FSD's rehabilitation project in "Karta 1-9" is among the very few practical steps to deal with the danger ever implemented in the last decades and for this reason caught considerable attention from watchdogs and international organizations.

The International Atomic Energy Agency (IAEA) has invited FSD to participate in the Coordination Group for Uranium Legacy Sites (CGULS), a stakeholder group involving the governments of the Central Asian countries suffering from Uranium legacies, the European Commissions Instrument for Nuclear Stability (EC/INSC) and other international bodies.

FSD has been able to extend its network through CGULS, and to build a small selected group of Uranium remediation experts of international reputation and good standing with the IAEA who act as a sounding board and as an advisory for FSD.

In late 2014, the IAEA has agreed to directly assist with expertise for the review of the remediation plans of the Chkalovsk Karta 1-9 site. FSD has organized a field visit with the IAEA, the NRSA and Tajredmet officials in January 2015.

In 2015, FSD's project partner Green Cross, together with national organisations, has set up a health project for the benefit the local population in Ghafurov, a village situated between the Uranium legacy sites Karta 1-9 and Degmay. In parallel, the FSD has carried out a preliminary assessment of water samples taken near the Karta 1-9 sites and has confirmed that heavy-metal contents actually do exceed acceptable levels in some of the locations.



RAPPORT DE PERFORMANCE | PERFORMANCE REPORT

La FSD est une organisation à but non lucratif, apolitique, indépendante et neutre de droit suisse. La FSD élimine les menaces pour la sécurité humaine comme la pollution industrielle et la pollution liée à la guerre, afin que les populations puissent vivre, à nouveau, dans un environnement sûr.

À cette fin, les principales activités de la FSD sont les suivantes:

- Prévention contre les accidents liés aux restes explosifs de guerre (REG) grâce à des programmes de sensibilisation au danger et à des programmes de sécurité,
- Opérations de déminage humanitaire et destruction des stocks de mines et autres armes et munitions,
- Formation des démineurs et des responsables des stocks de munitions conformément aux normes internationales
- Réhabilitation des sites de pollution industrielle représentant une menace pour la sécurité humaine, comme les anciennes mines d'uranium et les réserves de pesticides périmés.

CONSEIL DE FONDATION

Conformément aux statuts de la FSD, le Conseil de Fondation se compose d'au moins cinq personnes ou entités juridiques, élues pour une période renouvelable de trois ans. Actuellement, les membres sont les suivants:

LE CONSEIL DE FONDATION THE FOUNDATION BOARD			
	FONCTION POSITION	ÉLU JUSQU'À ELECTED UNTIL	
Jürg Peter STREULI	Président President	Fin 2017 End 2017	
Henri LEU	Membre Member	Fin 2018 End 2018	
Stéphane FELDER	Membre Member	Mi 2017 Mid 2017	
Michel ROCH	Membre Member	Fin 2017 End 2017	
Gil MOTTET	Membre Member	Fin 2017 End 2017	
Walter GYGER	Membre Member	Fin 2018 End 2018	

Les membres du Conseil de Fondation sont également membres du Conseil d'administration de Crosstech S.A., une société de services entièrement détenue par la FSD. Les comptes de Crosstech sont entièrement consolidés avec le groupe FSD.

Hansjörg Eberle dirige la FSD et Crosstech S.A. Il est employé avec un contrat à durée indéterminée.

En 2015, le Conseil de Fondation a organisé trois réunions plénières avec les cadres et a pris toutes les mesures réglementaires relevant de sa juridiction. Le Conseil d'administration de Crosstech S.A. a organisé trois réunions plénières et une assemblée générale.

PERFORMANCE OPÉRATIONNELLE

Au cours des 16 dernières années, la FSD a nettoyé plus de 42'826 hectares (428 millions m²) de terre qui ont ensuite été restitués à la population locale. Au total, à ce jour, la FSD a neutralisé et détruit plus de 1,4 million de mines terrestres et munitions non explosées.

En 2015, la FSD a nettoyé et restitué plus de 1'600 hectares de terre et détruit 7'577 mines terrestres et munitions non explosées.

FSD is a not-for-profit, non-political, independent and neutral organization under Swiss law. FSD eliminates threats to human security such as industrial and war-related contamination so that people can live again in a safe environment.

With this objective, FSD is focused on the following activities:

- **The prevention of accidents related to Explosive Remnants of War (ERW) through risk awareness and safety**
- **Humanitarian demining operations and the destruction of stock-piles of mines and other arms and munitions**
- **The training of demining staff and managers of ammunition stock-piles, to international standards**
- **The remediation of industrial pollution posing a threat to human security, such as uranium legacy mines and stocks of obsolete pesticides.**

THE FOUNDATION BOARD

In accordance with FSD's statutes, the Board of Trustees is made up of at least five people or legal entities, elected for a renewable three-year period. The current members are the following:

The members of the Foundation Board also act as members of the Board of Crosstech S. A., a service company entirely owned by FSD. Crosstech's accounts are fully consolidated with FSD group.

Hansjörg Eberle leads FSD and Crosstech S.A. He is employed with a non-fixed-term contract.

In 2015, the Foundation Board has held three plenary meetings with the management and has taken all the formal decisions which fall within its jurisdiction. The Crosstech S.A. Board has held three plenary meetings and a General Assembly.

OPERATIONAL PERFORMANCES

In the last 16 years, the FSD has cleared more than 42,826,431 hectares (428,264,317 million square meters) of land that could then be handed over to the local population. In total, the FSD has cleared and destroyed so far more than 1,345,246 million items of landmines and unexploded ordnance.

In 2015 alone, the FSD has cleared and released more than 16,413 hectares (164,131 million m2) of land and destroyed 7,577 land-mines and unexploded ammunitions.

PARTENARIATS ET ACCORDS DE COOPÉRATION

La FSD est un partenaire cadre de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO) depuis 2004.

En 2005, la FSD a signé un accord de partenariat ouvert avec FSD France. La FSD siège au Conseil consultatif du Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG).

FINANCEMENT

Le financement principal des programmes de la FSD provient des gouvernements du Canada, de la Suisse, du Japon et des États-Unis. Des donateurs multilatéraux comme ECHO, l'Union européenne, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) ainsi que l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) contribuent également au financement des programmes. Enfin, des cantons, villes, communautés et fondations suisses ainsi que des donateurs privés contribuent également au financement de la FSD.

La FSD a signé le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe. Elle applique également les quatre principes humanitaires définis par ECHO (humanité, neutralité, impartialité et indépendance).

Depuis, 2003, la FSD porte le label de qualité ZEWO délivré par le Service suisse de certification pour les organisations d'utilité publique qui récoltent des dons. Ce label assure que les dons seront affectés de manière économique et efficace aux projets prévus. Il est destiné à des organisations transparentes qui fournissent des informations financières exactes et fidèles, ont des mécanismes de contrôle indépendants et adaptés, communiquent de façon ouverte et obtiennent leurs fonds d'une manière juste.

En 2015, la FSD et Crosstech S.A. ont renouvelé la certification ISO 9001:2008, qui couvre les domaines des programmes d'action antimines et la gestion globale des projets ainsi que toutes les activités qui y sont liées, parmi lesquelles la collecte de fonds, les relations avec les donateurs, la formation, la gestion du risque et les processus de soutien associés.

UTILISATION DES RESSOURCES

La FSD emploie 4 collaborateurs permanents à son siège de Genève et dans son bureau de soutien à Manille. La plupart des fonds de la FSD est directement affectée à la mise en œuvre de projets sur le terrain. La FSD consacre moins de 10 % de ses recettes à ses activités administratives et de collecte de fonds.

Le bureau de soutien de Manille de la FSD a fourni tout au long de l'année des services d'audit interne pour les programmes de la FSD et a rédigé un total de 76 rapports d'audit interne. Les comptables de la FSD de Manille ont également procédé à 5 visites de terrain à des fins d'audit et de formation.

Les comptes de la FSD, de Crosstech S.A. et du groupe FSD consolidé sont soumis à un audit complet de BDO.

ORGANISMES DE CONTRÔLE

En tant que fondation, la FSD agit sous la surveillance de l'Autorité fédérale suisse de surveillance des fondations rattachée au Département fédéral suisse de l'intérieur.

PARTNERSHIPS AND CO-OPERATION AGREEMENTS

The FSD has been a framework partner of the European Commission Humanitarian Aid Office (ECHO) since 2004.

In 2005, FSD signed an open-end partnership agreement with FSD France.

The FSD participates in the Advisory Council of the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD).

FUNDING

The main project revenue for the FSD programs originates from the governments of USA, Canada, Switzerland and Japan. Multilateral donors, such as ECHO, the European Union, the United Nations Development Programme (UNDP) and the United Nations Office for Project Services (UNOPS) as well as the North Atlantic Treaty Organization (NATO), have contributed to the funding of the programs. Other contributions have been received from Swiss cantons, cities, communities and foundations, as well as from private donors.

FSD has signed and adheres to the Code of Conduct for the International Red Cross and Red Crescent Movement and NGOs in Disaster Relief, as well as to the four humanitarian principles established by ECHO (humanity, neutrality, impartiality and independence).

FSD has been certified by the ZEWO Foundation, the Swiss Certifying Authority for Charitable and Donation-funded organization, since 2003. The ZEWO seal attests that donations will be used economically, effectively and for their designated purpose. It may be used for organizations which offer transparent information and true and fair financial reporting, have independent and appropriate control mechanisms, provide open communications and which procure their funds in a fair manner.

In 2015, FSD and Crosstech S.A. have successfully renewed the ISO 9001:2008 certification audit, covering the areas of mine action programs and overall project management and all related activities including fund raising, donor relations, training, risk management and the associated support processes.

USE OF RESOURCES

FSD maintains a small headquarters with 4 permanent staff in Geneva as well as a support office in Manila. Most of FSD funds are directly dedicated to the implementation of projects in the field. Less than 10% of FSD's income is used for administrative and fundraising activities.

FSD's Manila support office has throughout the year provided internal audit services for FSD's programs and issued a total of 76 internal audit reports. FSD Manila accountants also performed 5 field visits for audit and training purposes.

The accounts of FSD, Crosstech SA and the consolidated FSD group are subduced to a full audit by BDO.

SUPERVISORY BODIES

As a foundation, FSD operates under the surveillance of the Swiss Federal Supervisory Authority for Foundations under the Swiss Federal Ministry of Interior.

RAPPORT DE L'ORGANE DE CONTRÔLE



Phone 021 310 23 23
Fax 021 310 23 24
www.bdo.ch

BDO Ltd
Biopôle - Epalinges
Case postale 7690
CH-1002 Lausanne

REPORT OF THE STATUTORY AUDITOR

To the Board of Trustees of

FONDATION SUISSE DE DÉMINAGE (FSD), Geneva

Report of the Statutory Auditor on the Consolidated Financial Statements

As statutory auditor, we have audited the accompanying consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage (FSD), which comprise the consolidated balance sheet as at 31 December 2015, the consolidated statement of income and expenditure, the consolidated cash flow statement, the consolidated statement of changes in capital and the notes to the consolidated financial statements for the year 2015 then ended. In accordance with Swiss GAAP FER 21, the information in the performance report is not subject to the obligation of examination of auditors.

Board of Trustees' Responsibility

The Board of Trustees is responsible for the preparation of these consolidated financial statements in accordance with Swiss GAAP FER 21, the requirements of Swiss law and the foundation statutes. This responsibility includes designing, implementing and maintaining an internal control system relevant to the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error. The Board of Trustees is further responsible for selecting and applying appropriate accounting policies and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's Responsibility

Our responsibility is to express an opinion on these consolidated financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with Swiss law and the Swiss Auditing Standards. Those standards require that we plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the consolidated financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the consolidated financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers the internal control system relevant to the entity's preparation of the consolidated financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control system. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made, as well as evaluating the overall presentation of the consolidated financial statements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our audit opinion.

Opinion

In our opinion, the consolidated financial statements for the 2015 ended 31 December 2015 give a true and fair view of the financial position, the results of operations and the cash flows in accordance with Swiss GAAP FER 21, and comply with Swiss law and the foundation statutes.

AUDITOR'S REPORT



Report on Other Legal Requirements

We confirm that we meet the legal requirements on licensing according to the Auditor Oversight Act (AOA) and independence (article 83b Civil Code (CC) in relation to article 728 Code of Obligations (CO)) and that there are no circumstances incompatible with our independence.

In accordance with article 83b CC in relation to article 728a para. 1 item 3 CO and Swiss Auditing Standard 890, we confirm that an internal control system exists, which has been designed for the preparation of financial statements according to the instructions of the Board of Trustees.

We recommend that the consolidated financial statements submitted to you be approved.

We further confirm that the requirements of the ZEWO foundation, which have to be tested according to the implementing regulations concerning Article 12 of the Regulation on the ZEWO quality seal, are met.

Geneva, 29 April 2016

BDO Ltd

Nigel Le Masurier
Licensed Audit Expert

Jean-Marc Jenny
Auditor in Charge
Licensed Audit Expert

Enclosures:

- Consolidated financial statements (balance sheet, statement of income and expenditure, cash flow statement, consolidated statement of changes in capital and notes)

ÉTATS FINANCIERS | FINANCIAL STATEMENTS

ANNÉE FISCALE 2015 (EN FRANCS SUISSES)FINANCIAL YEAR 2015 (IN SWISS FRANCS)

BILAN CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED BALANCE SHEET AS OF 31 DECEMBER	2015	2014	Notes
ACTIF	ASSETS			
ACTIF CIRCULANT	CURRENT ASSETS			
Liquidités	Cash and cash equivalents	7'601'502	8'473'175	3.1
Créances résultant de ventes et de prestations	Receivable from:			
- envers des tiers	- third parties	5'746	5'433	
- envers des parties liées	- related parties	503'130	138'797	3.2
Autres créances à court terme	Other short-term receivable	48'097	111'838	3.2
Actifs de régularisation	Prepaid expenses and accrued income	986'526	555'924	3.3
Total Actif circulant	Total Current assets	9'145'001	9'285'167	
ACTIF IMMOBILISÉ	NON-CURRENT ASSETS			
Immobilisations corporelles nettes	Fixed assets, net	41'894	54'005	3.4
Prêt financier	Financial loan	18'908	-	
Total Actif immobilisé	Total non-current assets	60'802	54'005	
Total Actif	Total Assets	9'205'803	9'339'172	
PASSIF	LIABILITIES, FUNDS & CAPITAL			
FONDS ÉTRANGERS	LIABILITIES			
Dettes résultats de l'achat de biens et de prestations de services	Trade Payables	60'213	34'130	
Autres dettes à court terme	Other short-term liabilities	70'745	314'299	3.5
Passifs de régularisation	Accrued expenses	405'520	278'289	3.6
Avances sur projets	Projects' deferred income	1'074'409	282'086	3.16
Total fonds étrangers	Total liabilities	1'610'887	908'804	
FONDS PROPRES	FOUNDATION CAPITAL			
Capital de fondation	Paid-in capital	50'000	50'000	
Réserve légale générale	Legal unrestricted fund	50'000	50'000	
Fonds d'assurance	Insurance fund	2'745'245	3'047'177	
Fonds libres	Unrestricted fund	5'283'191	5'420'034	
Résultat annuel après prélèvement et attributions	Annual result after allocations	(533'520)	(136'843)	
Total Fonds propres	Total Foundation Funds & Capital	7'594'916	8'430'368	
Total Passif	Total Liabilities, Funds & Capital	9'205'803	9'339'172	

COMPTE DE PROFITS ET PERTES CONSOLIDÉ POUR L'ANNÉE QUI SE TERMINE LE 31 DÉCEMBRE	CONSOLIDATED STATEMENT OF INCOME AND EXPENDITURE FOR THE YEAR ENDED 31 DECEMBER	FSD Group HQ 2015 Unrestricted	FSD Group Proj. 2015 Project Fund	Total FSD Group 2015 Total	FSD Group HQ 2014 Unrestricted	FSD Group Proj. 2014 Project Fund	Total FSD Group 2014 Total	Notes
RECETTES	INCOME							
Contributions	Contributions	118'186	6'048'885	6'167'071	21'353	5'941'553	5'962'906	3.16
Prestations de service terrain	Revenue from field services	191'436	-	191'436	222'336	-	222'336	
Autres prestations de services	Revenue from Service contract	76'153	-	76'153	81'708	-	81'708	
Charges administratives facturées aux projets	HQ overhead expenditures billed to the projects	347'002	-	347'002	430'271	-	430'271	
Total recettes	Total income	732'777	6'048'885	6'781'662	755'668	5'941'553	6'697'221	
DÉPENSES DIRECTES ET ADMINISTRATIVES	DIRECT AND ADMINISTRATIVE EXPENSES							
Frais de personnel	Staff costs	956'850	2'745'387	3'702'237	1'016'462	3'620'913	4'637'375	3.8
Frais de voyage	Travel costs	63'474	300'490	363'964	82'996	297'540	380'536	
Equipement, véhicules et locations	Equipment, Vehicles and Rentals	92	512'845	512'937	3'740	292'647	296'387	
Consommables opérationnels, réparations et entretien	Operationnal Consumables, repairs and maintenance	10'970	917'503	928'473	6'703	864'647	871'350	
Charges générales et administratives	General and office costs	148'725	166'626	315'351	146'552	262'103	408'655	
Honoraires	Professional fees	91'478	133'051	224'529	58'538	142'339	200'877	
Frais bancaires	Bank charges	2'016	17'249	19'265	2'821	21'324	24'145	
Frais assurances	Insurance charges	8'596	48'563	57'159	7'691	77'695	85'386	
Frais de télécommunication	Telecommunication costs	46'682	30'564	77'246	51'456	37'284	88'740	
Frais de publications, de communication et de promotion	Publications and other communication and promotion expenses	20'193	15'285	35'478	14'241	20'615	34'856	3.4
Amortissements	Depreciation	59'698	-	59'698	44'772	-	44'772	
Frais des partenaires	Implementing partner's overhead							
d'implémentation facturés aux projets	expenditure billed to the projects	-	7'008	7'008	-	27'314	27'314	3.16
Charges administratives facturées aux projets	HQ overhead expenditures billed to the projects	-	347'002	347'002	-	430'271	430'271	3.16
Total dépenses directes et administratives	Total direct and administrative expenses	1'408'774	5'241'573	6'650'347	1'435'972	6'094'692	7'530'664	3.8/3.9
Résultat opérationnel, net	Net operating result	(675'997)	807'312	131'315	(680'304)	(153'139)	(833'443)	
RÉSULTAT FINANCIER	FINANCIAL RESULT							
Produits d'intérêts	Interest income	3'538	7	3'545	1'447	46	1'493	3.16
Gain de change	Currency exchange gain	395'435	353	395'788	329'831	-	329'831	3.16
Perte de change	Currency exchange loss	(672'145)	-	(672'145)	(176'983)	(34'589)	(211'572)	
Résultat financier, net	Net financial result	(273'172)	360	(272'812)	154'295	(34'543)	119'752	
AUTRES RECETTES	OTHER INCOME							
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	Gains arising from disposals of fixed assets	7'862	-	7'862	135'557	-	135'557	3.4
Total autres recettes	Net other income	7'862	-	7'862	135'557	-	135'557	
RÉSULTAT DU FOND D'ASSURANCE	INSURANCE FUND RESULT							
Produits d'assurance	Insurance income	827'009	-	827'009	718'060	-	718'060	3.7
Charges d'assurance	Insurance expenditures	(728'941)	-	(728'941)	(673'888)	-	(673'888)	3.7
Résultat net du Fond d'assurance	Net result of the insurance Fund	98'068	-	98'068	44'172	-	44'172	3.7
Résultat courant net avant impact des projets terminés	Net ordinary result before closed projects	(843'239)	807'672	(35'567)	(346'280)	(187'682)	(533'962)	
Résultat net des projets terminés transféré dans les Fonds libres	Net result from closed projects transferred to unrestricted fund	15'349	(15'349)	-	(29'819)	29'819	-	3.16
Variation des avances de projets	Projects deferred income variation	-	(792'323)	(792'323)	-	157'863	157'863	
Résultat d'exploitation avant impôts et attributions	Operating result for the year prior to tax and allocations	(827'890)	-	(827'890)	(376'099)	-	(376'099)	
Impôt sur le bénéfice	Income taxes	(7'562)	-	(7'562)	(16'572)	-	(16'572)	
Résultat annuel avant modification des Fonds et avant attributions	Annual result prior to allocations to/ from Funds	(835'452)	-	(835'452)	(392'671)	-	(392'671)	
Fonds d'assurance	Insurance Fund	301'932	-	301'932	255'828	-	255'828	
Résultat annuel après attributions	Annual result after allocations	(533'520)	-	(533'520)	(136'843)	-	(136'843)	

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDÉ	CONSOLIDATED CASH FLOW STATEMENT	2015	2014	Notes
Résultat annuel avant modification des Fonds et avant attributions	Annual result prior to allocations to/from funds	(835'452)	(392'671)	
Amortissements	Depreciation	59'698	44'772	3.4
Dépréciation d'immobilisations corporelles	Write-off of fixed assets	3'739	5	
Bénéfices résultant de la cession d'actifs immobilisés	Gains arising from disposals of fixed assets	(7'862)	(135'557)	3.4
Variation des créances résultant de ventes et de prestations	Changes in receivable	(364'646)	273'548	
Variation des autres créances à court terme	Changes in other short-term receivable	63'741	171'983	
Variation des actifs de régularisation	Changes in prepaid expenses and accrued income	(430'602)	241'212	
Variation des dettes résultats de l'achat de biens et de prestations de services	Changes in trade payables	26'084	22'518	
Variation des autres dettes à court terme	Changes in other short-term liabilities	(243'554)	(75'987)	
Variation des passifs de régularisation	Changes in accrued expenses	127'231	271'958	
Variation des avances sur projets	Changes in projects' deferred income	792'323	(157'863)	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	Cash flows from operating activities	(809'300)	263'918	
Investissement dans des immobilisations corporelles	Acquisition of fixed assets	(67'771)	(42'939)	3.4
Cession d'immobilisations corporelles	Proceeds from sale of fixed assets	24'306	137'138	3.4
Variation des prêt financier	Changes in financial loan	(18'908)	-	
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	Cash flows from investing activities	(62'373)	94'199	
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	(871'673)	358'117	
Solde de trésorerie au 1er janvier	Cash and cash equivalents as at 1 January	8'473'175	8'115'058	
Solde de trésorerie au 31 décembre	Cash and cash equivalents as at 31 December	7'601'502	8'473'175	3.1
Variation de la trésorerie	Change in cash and cash equivalents	(871'673)	358'117	

STATEMENT OF CHANGES IN CAPITAL	Balance 31.12.14	Net annual result	Balance 31.12.15
INTERNALLY GENERATED FUNDS			
Paid-in capital	50'000		50'000
Legal unrestricted fund	50'000	-	50'000
Insurance Fund	3'047'177	(301'932)	2'745'245
Unrestricted Funds	5'283'191	(533'520)	4'749'671
Foundation Capital	8'430'368	(835'452)	7'594'916

NOTES TO THE CONSOLIDATED FINANCIAL STATEMENTS

AS AT 31 DECEMBER 2015 (IN CHF)

1. GENERAL INFORMATION

The FSD Group is composed by a Foundation, Fondation Suisse de Déminage (FSD), the parent company, and its fully owned subsidiary, Crosstech S.A. (Crosstech), a Public Limited Swiss Company. Both Crosstech and headquarters of FSD are located at Avenue de la Paix 7bis – floor 2, CH-1202 Geneva, Switzerland.

2. PRINCIPLES

2.1. Basis of accounting

The consolidated financial statements of the Fondation Suisse de Déminage Group (FSD Group) were prepared according to the principles of the Swiss GAAP FER Framework and Recommendations and specifically Swiss GAAP FER 21 (Accounting for charitable, social non-profit organizations). Where not prescribed by law, the significant accounting and valuation principles applied are described below. These financial statements present the consolidated activities of the FSD Group.

2.2. Basis of consolidated financial statements preparation

The accounts of Crosstech and FSD are fully consolidated. All inter-company positions recorded in balance sheet as at 31 December 2015 have been eliminated in the consolidated balance sheet. The intercompany transactions recorded in the statement of income and expenditure have not been eliminated to not affect projects statement of income and expenditure. The annual average of full-time equivalents for the reporting year as well as the previous year were higher than 50 but lower than 250 (161 employees in year 2015 while 176 employees in year 2014)

2.3. Foreign currency transactions

Income statement items, denominated in foreign currencies, are translated into Swiss francs by applying the actual exchange rate at the month of the transaction date. FSD and Crosstech's accounting records are maintained in Swiss francs (CHF). Assets and liabilities that arise in currencies other than Swiss francs are translated at exchange rates prevailing at year-end. Unrealised exchange differences other than on cash and cash equivalents are recorded in the income statement in the case of a loss, and deferred to the balance sheet in the case of a gain. Unrealised exchange differences related to cash and cash equivalents are recorded in the income statement.

The following exchange rates were applied as at 31 December 2015:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.00928

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.92369

The exchange rates applied as at 31 December 2014 were:

1 CHF (Swiss Franc) = USD 1.01073

1 CHF (Swiss Franc) = EUR 0.83145

2.4. Cash and cash equivalents

Cash in bank and short-term deposits with banks is considered as cash and cash equivalents.

2.5. Receivable and other short-term receivable

These captions are mainly composed by receivable from customers, income tax receivable, cash advances to employees and implementing partners. Implementing partners include IRAD, Geneva Call and FSD France.

An allowance for doubtful accounts is set-up based on the specific receivables from customers which are determined to be uncollectible at the time of the preparation of the financial statements.

2.6. Prepaid expenses and accrued income

Prepaid expenses and accrued income mainly consists of accrued donations and insurance claims.

2.7. Equipments and vehicles

Fixed assets are shown at net book value. These are composed by equipments and vehicles with a minimum amount of CHF 800 per item purchased for use in demining operations and Head Office fixed assets. Costs of fixed assets include expenditures incurred in acquiring and bringing them to their existing location and condition. Depreciation per year is 50% of the original cost.

2.8. Trade Payables and other short-term liabilities

Trade payables are related to the purchase of goods and services from suppliers. Other short-term liabilities include reimbursements to employees, social securities and fees payable to the external auditors. These are valued at transaction amount.

2.9. Accrued expenses

Represent expenses that have been incurred but not yet invoiced as at the balance sheet date.

2.10. Deferred liabilities (Project Fund)

Contributions received but not yet earned as of balance sheet date.

2.11. Insurance Fund

The Insurance Fund operates as a captive insurance and belongs to FSD. The Fund, including the overall loss settlement, is managed by an external insurance expert. The accumulated funds, supplemented by third party reinsurance, covers the following risks:

- Mine accidents and war risk of national and international staff
- Political and conventional risks of the assets in the field
- Employer's liability at the head office and in the field

Any profit and loss generated by the Fund is recognized as income or expenditure in the consolidated financial statements.

2.12. Unrestricted fund

This reserve is the accumulation of excess funds that have been set aside with no specific reservation or restriction.

2.13. Income

Grants, donations or contributions are recognized as income in the period in which they have been received unless the right to receive the funds has not been transferred in the current year. Income not yet received but services have already been rendered are recorded as accrued. Revenue relating to future years is recorded on the balance sheet as deferred income.

2.14. Expenditures

Expenses recorded are based on the activity of the organization's projects which includes the following:

- Mine Action activities include humanitarian demining (survey, land release, mapping, marking and clearance) as well as risk education
- Weapons and Ammunitions Disposal activities include Physical Security and Stockpile Management (PSSM) as well as Weapons and Ammunition Disposal (WAD)
- Protection of vulnerable populations cover the fundamental delivery of humanitarian assistance in accordance with the essential survival needs (food, water, health and shelter)
- Environmental remediation covers activities that reduce the risk of environmental threats and hazards for the general protection of human health. This activity includes dealing with the contamination of radionuclides, stocks of obsolete pesticides of mercury released during artisanal goldmining.

2.15 Cost allocation to programs

a) Participation of programs in head office costs

FSD covers its head office costs primarily by deducting a charge of 7-12% from the expenses of most of the international programs and projects.

b) Staff costs billed to projects

FSD head office charges time spent by key personnel directly to the programs and projects where time can be clearly attributed and justified.

c) Rental of assets

Crosstech, maintains an asset pool, consisting mainly of vehicles and light mine clearance assets such as detectors, GPS and protective equipment which are located outside Switzerland. These equipments and vehicles were made available throughout the year to projects and programs in Tajikistan, Afghanistan, Central African Republic, Armenia and Ukraine.

2.16 Financial statement presentation

For clearer presentation of consolidated income statement, income and expenses relating to projects are presented as project funds.

2.17 Comparison

In order to be consistent with the current year's presentation, certain comparative figures have been reclassified in the financial statements.

3. DISCLOSURE ON BALANCE SHEET AND INCOME STATEMENTS ITEMS

3.1. Cash and cash equivalents

	2015	2014
At Head Office	4,233,517	4,783,762
In the field	890,317	987,764
Insurance Fund related cash	2,477,668	2,701,649
Total	7,601,502	8,473,175

3.2. Receivable and other short-term receivable

	2015	2014
Cash advances to:		
FSD France	503,130	138,797
IRAD	208	-
Geneva Call	216	-
Employees	7,984	8,952
Income tax receivable	6,124	45,476
Others	33,565	57,410
Total	551,227	250,635

3.3. Prepaid expenses and accrued income

	2015	2014
Accrued donations	958,493	509,612
Prepaid expenses related to Insurance Fund	28,033	46,312
Total	986,526	555,924

3.4. Equipments and vehicles, net

	Equipments	Vehicles	Other Assets	Total
Cost				
Balance 01.01.15	44,757	228,246	67,729	340,732
Acquisition / Additions	67,771	-	-	67,771
Sale	(11,475)	(15,000)	-	(26,475)
Write Off	(14,375)	(12,982)	-	(27,357)
Balance 31.12.15	86,678	200,264	67,729	354,671
Accumulated Depreciation				
Balance 01.01.15	44,484	174,515	67,728	286,727
Depreciation	16,707	42,991	-	59,698
Sale	(956)	(8,750)	-	(9,706)
Write Off	(14,205)	(9,737)	-	(23,942)
Balance 31.12.15	46,030	199,019	67,728	312,777

Balance 01.01.15	273	53,731	1	54,005
Balance 31.12.15	40,648	1,245	1	41,894

The acquisitions of the year amounted to CHF 67,771 (2014: CHF 42,939). The cash coming from disposals of fixed assets amounted to CHF 24,306 (2014: CHF 137,138) resulting to a net gain of CHF 7,862 (2014: CHF 135,557).

3.5. Other short-term liabilities

	2015	2014
Payable to employees and others	35,359	48,691
Payable to implementing partners	31,069	244,852
Other liabilities related to Insurance Fund	4,317	20,756
Total	70,745	314,299

3.6. Accrued expenses

	2015	2014
Head Office accruals	29,628	48,339
Accrued field expenses	77,164	11,386
Accrual for insurance cases	298,728	218,564
Total	405,520	278,289

3.7. Insurance Fund

Insurance Fund is broken down as follows:

	2015	2014
Premiums	524,162	549,354
Management Fees	14,103	35,846
Claims Income	141,394	1,308
Sundry Income	88,209	87,092
Foreign Exchange Gains	59,141	44,460
Total income	827,009	718,060

	2015	2014
Premiums (RMS)	312,662	401,501
Claims Expenses	143,032	87,834
Sundry Expenses	199,227	171,179
Foreign Exchange Losses	74,020	13,374
Total expenses	728,941	673,888

Net result	98,068	44,172
-------------------	---------------	---------------

Claims income refers to amounts FSD received and accrued from the Insurance Company or broker while the claims expenses pertain to the accrual of expenses and payments related to the beneficiary/employees who suffered from loss or injury.

3.8. Direct expenditure

					2015	2014
	Mine Action	WAD	Protection	Environmental	Total	Total
Staff costs	2,060,769	496,822	153,860	33,936	2,745,387	3,620,913
Travel costs	238,068	20,186	28,738	13,498	300,490	297,540
Equipment, vehicles and rentals	413,211	91,599	3,843	4,192	512,845	292,647
Operational consumables, repairs and maintenance	357,325	547,604	11,401	1,173	917,503	864,647
General and office costs	127,555	28,822	9,969	280	166,626	262,103
Professional fees	120,875	1,952	2,605	7,619	133,051	142,339
Bank charges	12,582	4,356	215	96	17,249	21,324
Insurance charges	36,639	10,773	1,090	61	48,563	77,695
Telecommunication costs	21,030	7,131	2,312	91	30,564	37,284
Publications & other communication & promotion expenses	13,315	1,006	964	-	15,285	20,615
HQ and implementing partner's overhead expenditure billed to projects	289,213	45,281	19,321	195	354,010	457,585
Total	3,690,582	1,255,532	234,318	61,141	5,241,573	6,094,692

3.9. Administrative expenditure

	2015	2014
Staff costs	956,850	1,016,462
Travel costs	63,474	82,996
Equipment, vehicles and rentals	92	3,740
Operational consumables, repairs and maintenance	10,970	6,703
General and office costs	148,725	146,552
Professional fees	91,478	58,538
Bank charges	2,016	2,821
Insurance charges	8,596	7,691
Telecommunication costs	46,682	51,456
Publications & other communication & promotion expenses	20,193	14,241
Depreciation	59,698	44,772
Total	1,408,774	1,435,972

3.10. Staff-related costs included in notes 3.8 and 3.9 can be split as follows:

	2015	2014
Wages and salaries	2,814,815	3,442,021
Social insurance and social benefits	887,422	1,195,354
Total	3,702,237	4,637,375

3.11. Intercompany transactions

The following intercompany transactions were not eliminated in the consolidated financial statements:

	2015	2014
Rental income of Crosstech assets from FSD	124,961	144,221
Insurance income of FSD from Crosstech	19,656	30,383
Net	105,305	113,838

3.12. Employee benefits

Employees located in Switzerland are insured against economic consequences of old age, invalidity and death, according to the provision of the Federal Law for occupational benefits, old age and survivors (LPP) by SWISS LIFE (Société Suisse d'Assurance générale sur la vie humaine). According to the defined contribution plan covered by the collective foundation, the employees and employer pay determined contributions. With this plan, net returns on assets do not influence contributions and the final provision is not guaranteed. Risks are supported by the collective foundation; no information about economic benefit or economic liability is available. The annual employer and employee contributions to the pension plan for the year 2015 amounted to CHF 195,838 (2014: CHF 196,028). Expatriates who do not have their domicile in Switzerland do not benefit from the pension plan.

3.13. Other information

FSD has not organized any public funds collection in 2015 or 2014 and has therefore not incurred any direct expenses related to such activities. In 2015, the President of the Foundation Council did not receive payment for services rendered to the organization beyond his formal functions. External auditors' fee for the annual examination of accounts amounting to CHF 30,000 in year 2015 (2014: CHF 52,704).

3.14. Subsequent events

There have not been any significant post closure events that would have an impact on the 2015 financial statements.

3.15. Liabilities to personnel welfare institutions

As at 31 December 2015, FSD Group has a total liability of CHF 2,278 towards the welfare institutions (2014: CHF nil).

3.16. Program Summary by Country and Donors

	Afghanistan	Angola	Armenia	Central African Republic	Chad	Global	Iraq	Kyrgyzstan	Libya	Philippines	South-Sudan	Tajikistan	Ukraine	TOTAL
DONOR														
Government Donors														
Canada (Department of Foreign Affairs and Int'l Trade)												338'271		338'271
Federal Republic of Germany (PATRIP Foundation)	946'650													946'650
Japan Embassy											(44'456)			44'456
Switzerland (SDC)				120'000										120'000
US Department of State (PM/WRA)			104'717	88'246			426'338					563'548		1'182'849
Government donors subtotal														2'543'314
Multilateral And Int. Organisations														
Common Humanitarian Fund (CHF)				90'111										90'111
Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)									34'178					34'178
ECHO				272'246		499'360	649'770							1'421'376
EU (Multiple Framework Contract)		63'977			98'555									162'532
EU (via FSD France)		109'530		127'890						319'687				557'107
European Space Agency (ESA)						54'895								54'895
Gemeinsam Gegen Landminen Austria (GGLA)	10'905										7'083			17'988
North Atlantic Treaty Organisation (NATO)												122'754		122'754
United Nations Children's Emergency Fund (UNICEF)													51'103	51'103
United Nations Development Programme (UNDP)				54'217										54'217
United Nations Development Programme (UNDP) via MINUSCA				553'555										553'555
United Nations Office for Project Services (UNOPS)				563'882										563'882
Multilateral and Int. organisations subtotal														3'683'698
Public Sources														
Commune de Meinier								500						500
Ekois-Bishkek								28'945						28'945
Ville de Genève								45'000						45'000
Ville de Neuchâtel								3'000						3'000
Public sources subtotal														77'445
Private Sources														
Private donor								30'000				13'647	416	44'063
Private sources subtotal														44'063
Reversal of 2014 accruals	(14'257)		(61'937)	(86'975)		(5'065)			(18'901)	-		(118'287)		305'422
Hours on project						5'787								5'787
TOTAL CONTRIBUTIONS	943'298	173'507	42'780	1'783'172	98'555	554'977	1'076'108	107'445	15'277	319'687	7'083	537'206	389'790	6'048'885
Other Income / Movement														
Interest	7													7
Foreign exchange differences (in contributions) absorbed by FSD Head office	(6'364)		(7'359)	4'880					7'652			1'544		353
Other Income / Movement Subtotal	(6'357)	-	(7'359)	4'880	-	-	-	-	7'652	-	-	1'544	-	360
TOTAL INCOME	936'941	173'507	35'421	1'788'052	98'555	554'977	1'076'108	107'445	22'929	319'687	7'083	538'750	389'790	6'049'245
Direct project expenditures	(843'225)	(159'349)	(32'201)	(1'815'728)	(87'075)	(160'774)	(488'421)	(47'298)	(21'388)	(298'924)	(6'439)	(592'888)	(333'853)	4'887'563
HQ overhead expenditures charged to projects	(84'320)	(7'166)	(3'220)	(96'501)		(13'631)	(40'652)	(196)	(1'541)	(20'758)	(644)	(46'022)	(32'351)	347'002
Implementing partner's overhead charged to project							(7'008)							7'008
TOTAL DIRECT EXPENDITURES	(927'545)	(166'515)	(35'421)	(1'912'229)	(87'075)	(174'405)	(536'081)	(47'494)	(22'929)	(319'682)	(7'083)	(638'910)	(366'204)	5'241'573
BALANCE	9'396	6'992	-	(124'177)	11'480	380'572	540'027	59'951	-	5	-	(100'160)	23'586	807'672
Project Fund at beginning of year				170'956						(2)		109'957	1'175	282'086
TRANSFER OF BALANCES OF CLOSED PROJECTS	-	6'992	-		11'480			(12'923)	-	3		9'797		15'349
Project Fund at end of year	9'396	-	-	46'779	-	380'572	540'027	72'874	-	-	-	-	24'761	1'074'409



MARK COLIN BELFORD
Ressortissant australien 1958 – 2016

Mark est décédé en tentant de déminer un engin explosif improvisé dans un village de l'Irak qui avait été occupé par Daech. En partant ils avaient laissé derrière eux un grand nombre d'engins explosifs improvisés pour empêcher les réfugiés de revenir dans leurs maisons.

Mark a formé et supervisé de nombreux spécialistes à la recherche et l'élimination de tels engins. Mark était très motivé pour que son travail en Iraq serve à atténuer la souffrance humaine.

MARK COLIN BELFORD
Australian national 1958 – 2016

Mark died while trying to render safe an IED in an Iraqi village, which had been previously occupied by ISIS. While withdrawing from their positions, they left behind a large number of improvised explosive devices, which prevent refugees from re-settling in their houses.

Mark has trained and supervised dozens of specialists in search and clearance of such devices. Mark was highly motivated to contribute with his work in Iraq to alleviate human suffering.

L'ÉQUIPE FSD | FSD TEAM

CONSEIL DE FONDATION | **FOUNDATION COUNCIL**
STREULI Jürg, Président, President
LEU Henri | ROCH Michel | MOTTET Gilles | FELDER Stéphane | GYGER Walter

ORGANE DE RÉVISION | **AUDITORS**
BDO, Lausanne (Switzerland)

PERSONNEL SIÈGE | **STAFF AT HEADQUARTERS**
EBERLE Hansjoerg, Directeur général, Director General
TRUNIGER Benedikt, Directeur général adjoint, Deputy Director General
FABBRONI Valeria, Chef des opérations, Head of Operations
WILSON Matthew, Chef adjoint des opérations, Deputy Head of Operations
SOESLIO Denise, Chef de projet, Project manager (Drones)

SUPPORT ET AUDIT PHILIPPINES | **SUPPORT AND AUDIT PHILIPPINES**
Marie Jo Peralta Abella, Ginalyn Sernadilla Antiguio, Marilou Baligcot Agustin, Donna Lee Tiong Almonte, Ginamay Binwag Awakan, Bea Camille Bayla, Shaira Pachingel Bannawi, Clara Bautista Borres, Virginia Jabinas Blum, Victoria Lozada Bueno, Arlene Miranda Calalo, Melanie Olay Campos, Jaydee de Lizo Camposano, Ryan Eddy Punzalan Castillo, Francine Arth Selecia Dela Vega, Mark Julius Manila Dorado, Marvin Dangayo Dumogdog, Irene Ebasco Edic, Joan Abogado Furigay, Maricar Ballinan Hontiveros, Melvinn Moreno Kaibigan, King Paul Piliin Macasarte, Philippe Joseph Magang-an Lalwet, Divina Gloria Tamayo Lalwet, John Mendel Pacularin Macdon, Jacky Lyn Banaga Mandap, Jhon Pearry Hebreo Mayugba, Liza Leen Guiang Meram, Sheryl Presiguel Montaña, Roland Sumocad Quindiagan, Mary Ann Rañeses, Vanessa Fernandez Rubis, Malou Ann Palicas Sallaya, Moachi Chokowen Sianen, Margie Manzanilla Tanio, Joy Bacerra Tambio, Bernard Macli-ing Tokcho, Julius Adanza Villacruz

PERSONNEL EXPATRIÉ | **EXPATRIATE STAFF**
Alexander Griffiths, Alexander Van Roy, Andiliou Badie, Anthony Fish, Artyom Harutyunyan, Baye Niass, Benjamin Remfrey, Denise Soesilo, Dr. Din Mohammad, Abdul Ghafar, Eugenio Balsini, Gerald Ludet, Harshi Gunawardana, Jean Michel Bony, Luc Patenaude, Mark Belford, Markus Schindler, Michael Barry, Michel Belkassam, Pascal Blasutto, Raphael Debotte, Rashid Brown, Stephen Bryant, Steven Munro, Willem Adriaan Venter



Avenue de la Paix 7bis - floor 2 • CH-1202 Geneva, Switzerland
Phone +41 (0)22 907 36 05 • Fax +41 (0)22 907 36 01
CCP 17-503036-5 • info@fsd.ch • www.fsd.ch

